

Loi n 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit,

TITRE Ier

De la lutte contre la pollution des eaux et de leur régénération.

Art. 1er. -

Les dispositions du présent titre ont pour objet la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences:

- De l'alimentation en eau potable des populations et de la santé publique;
- De l'agriculture, de l'industrie, des transports et de toutes autres activités humaines d'intérêt général;
- De la vie biologique du milieu récepteur et spécialement de la faune piscicole ainsi que des loisirs, des sports nautiques et de la protection des sites;
- De la conservation et de l'écoulement des eaux.

Elles s'appliquent aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement à tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques qu'il s'agisse d'eaux superficielles, souterraines, ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales.

Art. 2. -

Est interdit le déversement ou l'immersion dans les eaux de la mer de matières de toute nature, en particulier de déchets industriels et atomiques, susceptibles de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la faune et à la flore sous-marines et de mettre en cause le développement économique et touristique des régions côtières. En ce qui concerne les déversements existants, le préfet déterminera le délai dans lequel la présente interdiction leur est applicable.

Toutefois, le préfet pourra, après enquête publique, autoriser et réglementer le déversement ou l'immersion visés à l'alinéa ci-dessus dans le cas où ceux-ci pourront être effectués dans des conditions telles qu'elles garantissent l'innocuité et l'absence de nuisance du déversement ou de l'immersion.

Art. 3. -

Dans un délai de deux ans après la promulgation de la loi, les eaux superficielles: cours d'eau, canaux, lacs et étangs appartenant ou non au domaine public, feront l'objet d'un inventaire établissant leur degré de pollution.



Office International de l'Eau _____

Des fiches seront établies pour chacune de ces eaux d'après des critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques pour déterminer l'état de chacune d'elles; ces fiches serviront de base à l'inventaire des eaux superficielles.

Ces documents feront l'objet d'une révision périodique générale et d'une révision immédiate chaque fois qu'un changement exceptionnel ou imprévu affectera l'état de la rivière.

Un décret en Conseil d'Etat définira la procédure d'établissement de ces documents et de l'inventaire général; il sera pris après consultation obligatoire du comité national de l'eau prévu à l'article 15.

Des décrets fixeront, d'une part, les spécifications techniques et les critères physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques auxquels les cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs devront répondre, notamment pour les prises d'eau assurant l'alimentation des populations, et, d'autre part, le délai dans lequel la qualité de chaque milieu récepteur devra être améliorée pour satisfaire ou concilier les intérêts définis à l'article 1er ci-dessus.

Art. 4. -

Sans préjudice des obligations résultant pour eux de la législation en vigueur, les propriétaires d'installations de déversement existant antérieurement à la publication du décret prévu à l'article 3, alinéa 5, prescrivant l'amélioration d'une eau superficielle devront prendre toutes dispositions pour satisfaire, dans le délai fixé par le même décret, aux conditions qui seront imposées à leurs effluents en application de l'article 6 afin d'assurer au milieu récepteur les caractéristiques qu'il devra avoir à l'expiration dudit délai.

Les installations de déversement établies postérieurement à la publication du décret prescrivant l'amélioration doivent, dès leur mise en service, fournir des effluents conformes aux conditions qui leur seront imposées en application de l'article 6.

Art. 5. -

Les prélèvements et déversements par les installations nouvelles érigées postérieurement au décret d'inventaire sont subordonnées;

A une approbation préalable par le préfet du projet technique des dispositifs d'épuration correspondant auxdites installations;

A une autorisation de mise en service délivrée par le préfet après érection effective des dispositifs d'épuration conformes au projet technique préalablement approuvé.

Art. 6. -

Des décrets en Conseil d'Etat déterminent:

1 Les conditions dans lesquelles peuvent être réglementés ou interdits, compte tenu des dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus, les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières, et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine et des eaux de mer dans les limites territoriales;



2 Les conditions dans lesquelles peuvent être réglementées la mise en vente et la diffusion de certains produits susceptibles de donner naissance à des déversements qui ont fait l'objet d'une interdiction ou d'une réglementation en vertu du 1 ci-dessus ou d'accroître leur nocivité ou d'aggraver leur nuisance;

3 Les conditions dans lesquelles sont effectués les contrôles des caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques des eaux réceptrices et des déversements, et notamment les conditions dans lesquelles il sera procédé aux prélèvements et aux analyses d'échantillons;

4 Les cas et conditions dans lesquels l'administration peut prendre, en raison du péril qui pourrait en résulter pour la sécurité ou la salubrité publiques, toutes mesures immédiatement exécutoires en vue de faire cesser le trouble.

Des décrets fixent en tant que de besoin, pour chacun des cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs, eaux souterraines, eaux de la mer dans les limites territoriales, les conditions particulières dans lesquelles s'appliquent les dispositions prévues ci-dessus ainsi que les délais dans lesquels il devra être satisfait auxdites dispositions en ce qui concerne les installations existantes.

Dans tous les cas, les droits des tiers à l'égard des auteurs des pollutions sont et demeurent réservés.

Art. 7. -

L'article L. 20 du code de la santé publique est remplacé par les dispositions suivantes:

<<Art. L. 20. -- En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et, le cas échéant, un périmètre de protection éloigné à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci-dessus visés.

<<Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de l'alinéa précédent.

<<L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existant à la date de sa publication, les délais dans lesquels il devra être satisfait aux conditions prévues par le présent article et par le décret prévu ci-dessus.

<<Des actes déclaratifs d'utilité publique peuvent, dans les mêmes conditions, déterminer les périmètres de protection autour des points de prélèvements existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.>>

Art. 8. -

Il est inséré dans le code de la santé publique un article L. 20-1 ainsi conçu:



Office International de l'Eau _____

<<Art. L. 20-1. -- Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, à la suite de mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique>>.

Art. 9. -

Il est procédé au contrôle prévu à l'article 6 (3) et à la constatation des infractions prévues par le présent titre et par les textes pris pour son application, indépendamment des officiers et agents de police judiciaire, par:

- Les fonctionnaires et agents assermentés et commissionnés à cet effet, du service des ponts et chaussées, du service du génie rural, du service des mines et des services extérieurs de la marine marchande et de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes;
- Les fonctionnaires de l'administration des eaux et forêts et les agents commissionnés visés à l'article 452 du code rural;
- Les agents des services de la santé publique spécialement commissionnés dans les conditions fixées à l'article 48 du code de la santé publique et à l'article 4 de la loi n 61-842 du 2 août 1961;
- Les agents prévus aux articles 21 et 22 de la loi du 19 décembre 1917 modifiée, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;
- Les agents des douanes.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve contraire.

Art. 10. -

L'article 41 de l'ordonnance n 58-997 du 23 octobre 1958 est complété par un 3 et un 4 ainsi rédigés:

<<3 Les immeubles expropriés en vue de l'épuration des eaux provenant d'un établissement industriel, commercial, artisanal ou agricole et d'une façon générale, les immeubles expropriés en vue d'éviter la pollution des eaux par des déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects de matières de cet établissement, lorsque ce résultat ne peut être obtenu que par des travaux s'étendant en dehors de l'établissement.

<<4 Les immeubles expropriés compris dans le plan d'aménagement touristique ou sportif des abords d'un plan d'eau créé ou aménagé par l'Etat, les départements, les communes, les associations syndicales autorisées, les associations foncières, ou les groupements de ces collectivités, ainsi que leurs concessionnaires>>.

Art. 11. -

Les départements, les communes, ainsi que les groupements de ces collectivités, les syndicats mixtes et les établissements publics créés en application de l'article 16 ci-après, sont habilités à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux d'utilité publique



nécessaires à la lutte contre la pollution des eaux, à l'approvisionnement en eau, à la défense contre les inondations, à l'entretien et à l'amélioration des cours d'eau, des lacs et des étangs non domaniaux, des eaux souterraines et des canaux et fossés d'assainissement et d'irrigation.

L'étude, l'exécution et l'exploitation desdits travaux peuvent être concédées à des sociétés d'économie mixte.

Le comité interministériel permanent pour les problèmes d'aménagement du territoire détermine, le cas échéant, la zone d'activité respective de ces collectivités, groupements et organismes dont l'intervention est soumise à son accord préalable.

Art. 12. -

Les collectivités et leurs groupements peuvent percevoir des redevances pour les aménagements dont ils assurent l'exécution. S'agissant des groupements, la charge desdites redevances sera répartie entre les collectivités intéressées dans les conditions prévues à l'article 149 du code municipal.

Les sociétés d'économie mixte sont fondées à percevoir le prix des prestations et services rendus.

Les redevances sont calculées compte tenu de la mesure dans laquelle le redevable rend l'aménagement nécessaire ou utile ou y trouve son intérêt.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les bases de répartition et l'assiette des redevances ainsi que les conditions d'application de leur taux.

Ce taux est fixé par arrêté préfectoral ou arrêtés conjoints des préfets intéressés.

Art. 13. -

« Dans chaque bassin ou groupement de bassins il est créé un comité de bassin composé :

- 1o De représentants des régions et des collectivités locales situées en tout ou partie dans le bassin ;
- 2o De représentants des usagers et de personnes compétentes ;
- 3o De représentants désignés par l'État, notamment parmi les milieux socioprofessionnels.

Les représentants des deux premières catégories détiennent au moins deux tiers du nombre total des sièges. »

Cet organisme est consulté sur l'opportunité des travaux et aménagements d'intérêt commun envisagés dans la zone de sa compétence, sur les différends pouvant survenir entre les collectivités ou groupements intéressés et plus généralement sur toutes les questions faisant l'objet de la présente loi.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 14. -

Il est créé, au niveau de chaque bassin ou groupement de bassins, une agence financière de bassin, établissement public administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, chargé de faciliter les diverses actions d'intérêt commun au bassin ou au groupe de bassins.



Office International de l'Eau _____

« Chaque agence est administrée par un conseil d'administration composé :

1° D'un président nommé par décret ;

2° De représentants des régions et des collectivités locales situées en tout ou partie dans le bassin ;

3° De représentants des usagers ;

4° De représentants de l'État et, le cas échéant, des personnalités qualifiées ;

5° D'un représentant du personnel de l'agence.

Les catégories visées aux 2°, 3° et 4° disposent d'un nombre égal de sièges. »

L'agence contribue, notamment par voie de fonds de concours au budget de l'Etat, à l'exécution d'études, de recherches et d'ouvrages d'intérêt commun aux bassins et à la couverture de ses dépenses de fonctionnement.

L'agence attribue des subventions et des prêts aux personnes publiques et privées pour l'exécution de travaux d'intérêt commun au bassin ou au groupement de bassins directement effectués par elles, dans la mesure où ces travaux sont de nature à réduire les charges financières de l'agence.

L'agence établit et perçoit sur les personnes publiques ou privées des redevances, dans la mesure où ces personnes publiques ou privées rendent nécessaire ou utile l'intervention de l'agence ou dans la mesure où elles y trouvent leur intérêt.

L'assiette et le taux de ces redevances sont fixés sur avis conforme du comité de bassin.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités d'application du présent article.

Art. 14-1 -

(L. no 74-1114 du 27 déc. 1974)

En ce qui concerne la détérioration de la qualité de l'eau, les redevances prévues à l'article 14 ci-dessus sont établies et perçues par les agences financières de bassin en fonction de la quantité de pollution produite par les personnes publiques et privées un jour normal du mois de rejet maximal.

1° Lorsque ces redevances correspondent aux pollutions dues aux usages domestiques de l'eau et à celles qui sont dues aux usages non domestiques des abonnés au service public de distribution d'eau qui sont assimilés aux usages domestiques dans la mesure où les consommations annuelles de ces abonnés sont inférieures à une quantité fixée par décret, elles sont calculées par commune ou par groupement de communes si l'assemblée délibérante de celui-ci le demande, en fonction du nombre des habitants agglomérés permanents et saisonniers. L'exploitant du service public de distribution d'eau est autorisé à percevoir, en sus du prix de l'eau, la contre-valeur déterminée par l'agence et assise sur les quantités d'eau facturées de la redevance due à l'agence. Il verse à cette dernière le produit de cette perception. Les trop-perçus éventuels seront reversés par l'agence à la commune ou au groupement de communes pour être affectés au budget d'assainissement.

2° Cependant, les abonnés visés au paragraphe 1° occasionnant une pollution spéciale, en nature ou en quantité, peuvent être soumis à la redevance calculée sur les bases définies au premier alinéa du présent article.

3° Lorsqu'un dispositif permet d'éviter la détérioration de la qualité des eaux, une prime est versée au maître d'ouvrage public ou privé de ce dispositif ou à son mandataire. Elle est



calculée en fonction de la quantité de pollution dont l'apport au milieu naturel est supprimé ou évité.

4° Un décret en Conseil d'État fixera la définition des pollutions constitutives de l'assiette des redevances et des primes, leur mode d'estimation et de mesure ainsi que les seuils de perception des redevances et d'attribution des primes.

Art. 14-2 -

(L. no 74-1114 du 27 déc. 1974)

1° Le montant global des redevances mises en recouvrement par chaque agence est déterminé en fonction des dépenses lui incombant dans le cadre d'un programme pluri-annuel d'intervention dressé en conformité avec les orientations du plan de développement économique et social tel qu'annexé à la loi qui en porte approbation.

2° Un compte rendu d'activité des agences de bassin faisant état des recettes et des dépenses réalisées dans le cadre de ce programme et de ses modifications éventuelles est annexé chaque année au projet de loi de finances.

Art. 15. -

Il est créé auprès du Premier ministre un comité national de l'eau composé pour égales parts:

- 1 De représentants des différentes catégories d'usagers;
- 2 De représentants des conseils généraux et des conseils municipaux;
- 3 De représentants de l'Etat.

Ce comité a pour mission:

- 1° De donner son avis sur les circonscriptions géographiques des bassins et groupements de bassins qui seront de la compétence des comités visés à l'article 13;
- 2° De donner son avis sur tous les projets d'aménagement et de répartition des eaux ayant un caractère national ainsi que sur les grands aménagements régionaux;
- 3° De donner son avis sur tout problème commun à deux ou plusieurs comités ou agences de bassin;
- 4° D'une façon générale, de rassembler la documentation nécessaire et de formuler des avis sur toutes les questions faisant l'objet de la présente loi.

Art. 16. -

Peuvent être créés, par décret en Conseil d'Etat, après consultation des personnes publiques et privées intéressées, des établissements publics administratifs, placés sous la tutelle de l'Etat, ayant pour objet, dans un bassin ou fraction de bassin, un cours d'eau ou section de cours d'eau, ou dans une zone déterminée, la lutte contre la pollution des eaux, l'approvisionnement en eau, la défense contre les inondations, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, des lacs et des étangs non domaniaux et des canaux et fossés d'irrigation et d'assainissement.



Office International de l'Eau _____

Si les conseils municipaux des deux tiers au moins des communes intéressées, représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou les conseils municipaux de la moitié au moins des communes intéressées représentant plus des deux tiers de cette population, émettent un avis défavorable, l'établissement ne peut être créé qu'après consultation des conseils généraux intéressés.

Les conditions dans lesquelles les personnes privées sont appelées à participer à la création et à la gestion des établissements publics susvisés, ainsi que la procédure de création et les conditions de fonctionnement de ces établissements sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. 17. -

L'organisme directeur de l'établissement public doit comporter des représentants de toutes les catégories de personnes publiques et privées intéressées à l'accomplissement de son objet. Il comprendra notamment une représentation des intérêts agricoles, correspondant à leur importance, dans la mesure où ceux-ci seront concernés par les objectifs statutaires et les attributions dudit établissement. Il doit être composé, à concurrence de plus de la moitié de ses membres, de représentants de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics administratifs intéressés.

Pour faire face à ses charges, l'établissement peut percevoir des redevances qui lui sont versées par les personnes publiques ou privées, compte tenu de la mesure dans laquelle celles-ci ont rendu l'aménagement nécessaire ou utile ou y trouvent leur intérêt.

Des décrets, précédés d'une enquête publique dont les modalités seront fixées par un décret en Conseil d'Etat, déterminent les bases générales de répartition et l'assiette de ces redevances ainsi que les conditions de fixation de leurs taux.

Si l'établissement public exerce son activité sur le territoire de communes appartenant à un même département, les dispositions édictées par les décrets prévus à l'alinéa précédent sont fixées par arrêté du préfet.

Dans tous les cas, le taux des redevances est fixé par le préfet.

Art. 18. -

Lorsque l'intérêt général le justifie, les départements, les communes, ainsi que les groupements de ces collectivités et les syndicats mixtes peuvent, par décret en Conseil d'Etat, être autorisés à prescrire ou tenus d'admettre le raccordement des effluents privés qui ne satisfont pas aux caractéristiques du cours d'eau récepteur aux réseaux d'assainissement ou aux installations d'épuration qu'ils construisent ou exploitent. Le décret fixe les conditions de ce raccordement.

Si les réseaux d'assainissement ou les installations d'épuration d'eaux usées sont exploités par contrat, les clauses de celui-ci ne peuvent pas avoir pour effet d'empêcher le raccordement.

Les décrets visés au premier alinéa peuvent imposer à l'établissement privé de participer par des redevances aux charges supplémentaires de construction et d'exploitation résultant de l'apport de ses eaux usées; le recouvrement des redevances est effectué comme en matière de contributions directes.



Faute par l'établissement d'exécuter, dans le délai qui lui est prescrit, les travaux qui lui incombent en vue du raccordement aux ouvrages publics, il est, après mise en demeure, procédé d'office et aux frais de l'intéressé, aux travaux nécessaires.

Art. 19. -

L'article 185 du code de l'administration communale est complété ainsi qu'il suit:

<<20 La dépense relative au fonctionnement et à l'entretien des stations d'épuration de ses eaux usées.>>

Art. 20. -

En cas de condamnation à une peine contraventionnelle pour infraction aux dispositions du présent titre ou des textes pris pour son application, le tribunal fixe le délai dans lequel les travaux et aménagements rendus nécessaires par la réglementation doivent être exécutés. Si les circonstances l'exigent, il peut, dans les cas où il n'y aurait pas lieu de procéder à des travaux ou aménagements, fixer un délai au condamné pour se soumettre aux obligations résultant de ladite réglementation.

Art. 21. -

En cas de non-exécution des travaux, aménagements ou obligations dans le délai prescrit, le contrevenant est passible d'une amende de 2.000 à 100.000 francs, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires vigueur, notamment de la loi du 19 décembre 1917 modifiée et du titre II du livre III du code rural.

En outre, le tribunal peut, après audition du représentant de l'administration, prononcer, jusqu'à l'achèvement des travaux ou aménagements ou l'exécution des obligations prescrites, soit une astreinte dont le taux par jour de retard ne peut dépasser un quatre millième du coût estimé des travaux ou aménagements à exécuter, soit l'interdiction d'utiliser les installations qui sont à l'origine de la pollution.

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura fait fonctionner une installation en infraction à une interdiction prononcée en application de l'alinéa précédent.

Le tribunal peut également autoriser le préfet, sur sa demande, à exécuter d'office les travaux ou aménagements nécessaires pour faire cesser l'infraction.

Art. 22. -

Lorsque les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects de matières constituant l'infraction proviennent d'un établissement industriel, commercial, artisanal ou agricole, les chefs, directeurs ou gérants de ces établissements peuvent être déclarés solidairement responsables du paiement des amendes et frais de justice dus par les auteurs de ces infractions.

Le coût des travaux ordonnés en application de l'article 20 ou du quatrième alinéa de l'article 21 incombe à la personne physique ou morale dont le condamné est le préposé ou le représentant.



Art. 23. -

Sera puni d'une peine de prison de dix jours à trois mois et d'une amende de 400 à 20.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des contrôles ou à l'exercice des fonctions des agents prévus à l'article 9.

TITRE II

Régime et répartition des eaux.

CHAPITRE Ier

DES COURS D'EAU

Section 1. -- Des cours d'eau non domaniaux.

Art. 24. -

L'article 104 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes:

<<Art. 104. -- Le régime général des cours d'eau est fixé, s'il y a lieu, de manière à concilier les intérêts des diverses catégories d'utilisateurs de leurs eaux avec le respect dû à la propriété et aux droits et usages antérieurement établis, après enquête d'utilité publique, par arrêté du ministre dont relève le cours d'eau ou la section de cours d'eau>>.

Art. 25. -

La circulation des embarcations à moteur sur un cours d'eau non domanial, ou sur une section de ce cours d'eau, peut être interdite ou réglementée par arrêté préfectoral, sur avis du service chargé de la police de ce cours d'eau, soit pour un motif de sécurité ou de salubrité, soit à la demande du riverain lorsque cette circulation entraîne un trouble grave dans la jouissance de ses droits.

Art. 26. -

Il est ajouté au code rural un article 97-1 ainsi conçu:

<<Art. 97-1. -- Lorsque des travaux d'aménagement, autres que ceux concédés ou autorisés en application de la loi du 16 octobre 1969, intéressant un bassin fluvial ou un cours d'eau, ont pour objet ou pour conséquence la régularisation du débit d'un cours d'eau non domanial ou l'augmentation de son débit en période d'étiage, l'acte déclaratif d'utilité publique peut affecter à certaines utilisations pendant toute l'année en partie du débit de ce cours d'eau.

<<A cet effet, l'acte déclaratif d'utilité publique fixe:

<<a) Un débit minimum dit <<débit réservé>> à maintenir en rivière à l'aval des ouvrages pour chacune des différentes époques de l'année afin de sauvegarder les intérêts généraux, la satisfaction des besoins des bénéficiaires de dérivations autorisées et ceux des riverains.



<<L'exploitant a l'obligation de transiter vers l'aval le <<débit réservé>> qui ne peut être toutefois supérieur au débit naturel du cours d'eau à l'amont des ouvrages, pour chacune des époques considérées.

<<b) Un débit supplémentaire, dit <<débit affecté>>, déterminé compte tenu des tranches d'eau disponibles dans les retenues des ouvrages à ces mêmes époques.

<<Nonobstant les dispositions de l'article 644 du code civil, le droit d'usage du débit affecté appartient à l'Etat.

<<Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application du présent article, notamment celles dans lesquelles les droits ainsi accordés à l'Etat pourront être concédés>>.

Art. 27. - I. -

I. -- Le titre troisième du livre Ier du code rural prend l'intitulé suivant:

<<Des cours d'eau non domaniaux.>>

II. -- Dans les dispositions du code rural et dans l'article 1er de la loi modifiée du 21 juin 1865, les expressions: <<cours d'eau non navigables et non flottables>>, <<cours d'eau non navigable ni flottable>> ou <<rivière non navigable ni flottable>> sont remplacées par: <<cours d'eau non domaniaux>>.

Section 2. -- Des cours d'eau et des lacs domaniaux.

Art. 28. -

Le code des voies navigables et de la navigation intérieure prend le titre de <<Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure>>.

Le livre Ier de ce code prend le titre suivant:

<<Du domaine public fluvial.>>

Art. 29. -

Les articles 1er, 2, 3 et 4 du code du domaine public fluvial sont remplacés par les dispositions suivantes:

<<Art. 1er. -- Le domaine public fluvial comprend:

<<Les cours d'eau navigables ou flottables, depuis le point où ils commencent à être navigables ou flottables jusqu'à leur embouchure, ainsi que leurs bras, même non navigables ou non flottables, s'ils prennent naissance au-dessous du point où ces cours d'eau deviennent navigables ou flottables, les noues et boires qui tirent leurs eaux des mêmes cours d'eau, les dérivations ou prises d'eau artificielles même établies dans des propriétés particulières à condition qu'elles aient été pratiquées par l'Etat dans l'intérêt de la navigation ou du flottage;

<<Les lacs navigables ou flottables ainsi que les retenues établies sur les cours d'eau du domaine public à condition que les terrains submergés aient été acquis par l'Etat ou par son concessionnaire à charge de retour à l'Etat en fin de concession;



<<Les rivières canalisées, les canaux de navigation, étangs ou réservoirs d'alimentation, contrefossés et autres dépendances;

<<Les ports publics situés sur les voies navigables et leurs dépendances;

<<Les ouvrages publics construits dans le lit ou sur les bords des voies navigables ou flottables pour la sûreté et la facilité de la navigation ou du halage;

<<Les cours d'eau, lacs et canaux qui, rayés de la nomenclature des voies navigables ou flottables, ont été maintenus dans le domaine public;

<<Les cours d'eau et lacs ainsi que leurs dérivations classés dans le domaine public selon la procédure fixée à l'article 2-1 en vue d'assurer l'alimentation en eau des voies navigables, les besoins en eau de l'agriculture et de l'industrie, l'alimentation des populations ou la protection contre les inondations.

<<Les cours d'eau et les lacs appartenant au domaine public sont appelés cours d'eau et lacs domaniaux.

<<Art. 2. -- Les parties navigables ou flottables d'un fleuve, d'une rivière ou d'un lac sont déterminées par des décrets pris après enquête de commodo et incommodo, tous les droits des tiers réservés, sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports, après avis du ministre chargé de la police ou de la gestion de ce cours d'eau ou de ce lac et du ministre des finances et des affaires économiques.

<<Art. 2-1. -- Le classement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau ou d'un lac dans le domaine public, pour l'un des motifs énumérés à l'avant-dernier alinéa de l'article 1er, est prononcé, après enquête d'utilité publique, par décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ou des ministres intéressés et du ministre chargé de la police ou de la gestion de ce cours d'eau ou de ce lac, après avis du ministre des finances et des affaires économiques, tous les droits des riverains du cours d'eau ou du propriétaire du lac et des tiers réservés.

<<Les indemnités pouvant être dues en raison des dommages entraînés par ces classements sont fixées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, compensation faite des avantages que les intéressés peuvent en retirer.

<<Art. 3. -- Les voies d'eau navigables ou flottables, naturelles ou artificielles, faisant partie du domaine public de l'Etat, peuvent être rayées de la nomenclature des voies navigables ou flottables et maintenues dans le domaine public par décret en Conseil d'Etat, après avis du ministre des finances et des affaires économiques, dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat.

<<Art. 4. -- Le déclassement des cours d'eau ou lacs domaniaux navigables ou non et des canaux faisant partie du domaine public de l'Etat est prononcé après enquête d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre des travaux publics et des transports ou du ministre de l'agriculture s'il est chargé de la gestion du cours d'eau ou du lac, après avis des ministres chargés respectivement des finances, de l'intérieur, de l'industrie, ainsi que, suivant le cas, après avis du ministre de l'agriculture ou du ministre des travaux publics et des transports dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat>>.



Art. 30. -

Le titre II du livre Ier du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure prend le titre suivant: <<Dispositions spéciales aux cours d'eau et aux lacs domaniaux>>.

Art. 31. -

Les articles 10, 15 (1er et 2e alinéa), 16, 19 et 20 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure sont remplacés par les dispositions suivantes:

<<Art. 10. -- La propriété des alluvions, relais, atterrissements, îles et îlots qui se forment naturellement dans les fleuves et rivières domaniaux est réglée par les dispositions des articles 556, 557, 560 et 562 du code civil.

<<En ce qui concerne les lacs domaniaux, les dispositions de l'article 558 du même code sont applicables>>.

<<Art. 15. -- Les propriétaires riverains des fleuves et rivières inscrits sur la nomenclature des voies navigables ou flottables sont tenus, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage, de laisser le long des bords desdits fleuves et rivières, ainsi que sur les îles où il en est besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur.

<<Ils ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 9,75 mètres du côté où les bateaux se tirent et de 3,25 mètres sur le bord où il n'existe pas de chemin de halage.

<<Les propriétés riveraines d'un cours d'eau domanial rayé de la nomenclature des voies navigables ou flottables ou classé dans le domaine public par application de l'article 2-1 ainsi que les propriétés riveraines d'un lac domanial sont grevées sur chaque rive de cette dernière servitude de 3,25 mètres, dite servitude de <<marchepied>>. Lorsqu'un cours d'eau est déjà grevé de la servitude prévue par le décret n 59-96 du 7 janvier 1959, cette dernière servitude est maintenue>>.

(Le reste de l'article sans changement.)

<<Art. 16. -- Lorsque l'intérêt du service de la navigation le permettra, les distances fixées par les deux premiers alinéas de l'article précédent, pour la servitude de halage, seront réduites par arrêté ministériel.

<<Lorsque l'exercice de la pêche et les nécessités d'entretien du cours d'eau le permettront, la distance fixée par le troisième alinéa de l'article précédent pour la servitude de marchepied pourra être exceptionnellement réduite par arrêté ministériel.>>

<<Art. 19. -- Lorsque le classement d'un lac, d'une rivière ou portion de rivière dans le domaine public fluvial, ou son inscription sur la nomenclature des voies navigables ou flottables assujettit les propriétaires riverains aux servitudes établies par l'article 15, il leur est dû une indemnité proportionnée au dommage qu'ils éprouvent en tenant compte des avantages que peut leur procurer ce classement ou cette inscription.



<<Les propriétaires riverains auront également droit à une indemnité lorsque, pour les besoins de la navigation, la servitude de halage sera établie sur une rive où cette servitude n'existait pas.>>

<<Art. 20. -- Les contestations relatives à l'indemnité due aux propriétaires en raison de l'établissement des servitudes de halage et de marchepied sont jugées par la juridiction compétente en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.>>

Art. 32. -

Dans l'article 5 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, les mots: <<les cours d'eau concédés en exécution du présent article>> sont remplacés par les mots: <<les cours d'eau et les lacs concédés en exécution du présent article>>.

Dans l'article 7 dudit code, les mots: <<rivières non navigables ni flottables>> sont remplacés par les mots: <<cours d'eau et lacs non domaniaux>>.

Dans les articles 8 et 18 dudit code, les mots: <<fleuves et rivières navigables ou flottables>> sont remplacés par les mots: <<cours d'eau domaniaux>>.

Dans les articles 11 et 12 dudit code, les mots: <<un fleuve ou une rivière navigable ou flottable>> sont remplacés par les mots: <<un cours d'eau domanial>>.

Dans l'article 14 dudit code, les mots: <<le curage des cours d'eau navigables ou flottables et de leurs dépendances faisant partie du domaine public>> sont remplacés par les mots: <<le curage des cours d'eau domaniaux et de leurs dépendances faisant partie du domaine public>>.

Dans les articles 27 et 28 dudit code, les mots: <<rivières et canaux navigables>> sont remplacés par les mots: <<rivières et canaux domaniaux>>.

La section II du chapitre II du titre III dudit code prend le titre suivant:

<<Dispositions particulières aux prises d'eau sur les cours d'eau domaniaux.>>

Dans l'article 35 dudit code, les mots: <<sur les fleuves et rivières navigables ou flottables>> sont remplacés par les mots: <<sur les cours d'eau domaniaux et sur les canaux de navigation>>.

Art. 33. -

Jusqu'à l'entrée en vigueur des textes d'application des articles 24 et 26 de la présente loi, ainsi qu'à l'article 3 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, modifié par l'article 29 ci-dessus, les dispositions actuelles demeurent applicables.

Art. 34. -

Dans les articles 403 (1 et 2), 406, 426, 433 et 444 du code rural, l'expression <<navigables ou flottables>> est remplacée soit par <<domaniaux>>, soit par <<domaniales>>.



Section III. -- Des cours d'eau mixtes.

Art. 35. -

Les cours d'eau mixtes sont ceux sur lesquels le droit à l'usage de l'eau appartient à l'Etat, sous réserve des dispositions de l'article 38 ci-après et le lit appartient aux riverains.

Art. 36. -

Sur ces cours d'eau, le droit d'usage de l'eau qui appartient à l'Etat s'exerce dans les mêmes conditions que sur les cours d'eau domaniaux.

Les riverains ne sont assujettis à aucune redevance domaniale sur l'eau dont ils peuvent être autorisés à se servir dans la mesure prévue à l'article 644 du code civil.

Les prélèvements effectués en vertu de droits fondés en titre et ceux opérés par les riverains dans les conditions où ils les effectuaient antérieurement au classement en vertu des articles 644 et 645 du code civil ne sont pas assujettis à redevance.

Le droit de pêche est exercé par les riverains dans les conditions fixées par les articles 407 et suivants du code rural.

Art. 37. -

Le lit appartient aux riverains qui peuvent y exercer les droits qui leur sont reconnus par les articles 98, 99, 100, 101 et 102 du code rural.

Les dispositions relatives aux curages, élargissements et redressements prévues par les articles 25, 28, 114 à 122, 175 à 178 du code rural sont applicables à tous les usagers ou riverains, compte tenu des avantages par eux retirés de l'utilisation soit des eaux, soit du lit du cours d'eau.

Art. 38. -

Le classement d'un cours d'eau, d'une section de cours d'eau ou d'un lac comme cours d'eau mixte est prononcé, après enquête d'utilité publique, par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé de la police ou de la gestion de ce cours d'eau après avis des ministres intéressés, tous les droits des riverains et tiers réservés.

Ce classement n'emporte transfert à l'Etat du droit à l'usage de l'eau que sous réserve des droits fondés en titre et des droits exercés sur l'eau lors du classement par application des articles 644 et 645 du code civil. Ces droits sont constatés, dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat, par l'administration sauf recours devant le tribunal d'instance. Sous réserve des dispositions du titre II, chapitre III, ces droits ne peuvent être supprimés totalement ou partiellement que par expropriation pour cause d'utilité publique.

Les indemnités pouvant être dues à raison des dommages entraînés par ce classement sont fixées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, compensation faite des avantages que les intéressés peuvent en retirer.



Art. 39. -

Le déclassement d'un cours d'eau mixte est prononcé après enquête d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre chargé de la police ou de la gestion de ce cours d'eau, après avis des ministres intéressés.

CHAPITRE II

DES EAUX SOUTERRAINES ET DE LA SERVITUDE

DE PASSAGE DES EAUX UTILES

Art. 40. -

Toute installation permettant de prélever des eaux souterraines à des fins non domestiques est portée à la connaissance et soumise à la surveillance de l'administration dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Ce décret détermine le débit à partir duquel les présentes dispositions sont applicables. Tout déversement ou rejet d'eaux usées ou de déchets de toute nature dans les puits, forages ou galeries de captage désaffectés est interdit. Les puits, forages ou galeries de captage désaffectés font l'objet d'une déclaration et sont soumis, sans préjudice des droits des tiers, à la surveillance de l'administration.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application des dispositions ci-dessus.

Art. 41. - I. -

I. -- Il est inséré à l'article 1er de la loi modifiée du 21 juin 1865 un alinéa 1 ter ainsi conçu:

<<1 ter. -- Destinées à la réalimentation de nappes d'eau souterraines.>>

II. -- L'article 12 de la loi modifiée du 21 juin 1865 est modifié ainsi qu'il suit:

<<Pour les travaux spécifiés aux nos 1, 1 bis, 1 ter, 2, 3, 4, 5, 8 à 11 de l'article 1er...>>.

(Le reste sans changement.)

Art. 42. -

Il est ajouté à l'article 84 du code minier, entre les mots: <<et établissements publics,>> et <<il y sera pourvu par le préfet>>, les mots ci-après:

<<... l'effet des mesures générales arrêtées par décret à l'intérieur d'une zone spéciale d'aménagement des eaux>>.

Art. 43. -

L'article 101 du code minier est complété ainsi qu'il suit:

<<... ainsi qu'à sauvegarder au voisinage des minières, les prélèvements d'eau déclarés d'utilité publique destinés à l'alimentation des collectivités humaines et l'effet des mesures générales arrêtées par décret à l'intérieur des zones spéciales d'aménagement des eaux>>.



Art. 44. -

Le second alinéa de l'article 107 du code minier est complété ainsi qu'il suit:

<<... à sauvegarder les prélèvements d'eau déclarés d'utilité publique destinés à l'alimentation des collectivités humaines et l'effet des mesures générales arrêtées par décret à l'intérieur des zones spéciales d'aménagement des eaux>>.

Art. 45. - I. -

I. -- L'article 123 du code rural est remplacé par les dispositions suivantes:

<<Art. 123. -- Toute personne physique ou morale qui veut user pour l'alimentation en eau potable, pour l'irrigation ou, plus généralement, pour les besoins de son exploitation, des eaux dont elle a le droit de disposer, peut obtenir le passage par conduite souterraine de ces eaux sur les fonds intermédiaires, dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables à l'exploitation présente et future de ces fonds, à charge d'une juste et préalable indemnité.

<<Les maisons sont en tout cas exceptées de cette servitude.

<<En sont également exceptés les cours et jardins attenants aux habitations>>.

II. -- L'article 124 du code rural est complété par les dispositions suivantes:

<<Les eaux usées, provenant des habitations alimentées et des exploitations desservies en application de l'article 123 du code rural, peuvent être acheminées par canalisation souterraine vers des ouvrages de collecte ou d'épuration sous les mêmes conditions et réserves énoncées à l'article 123, concernant l'amenée de ces eaux>>.

CHAPITRE III

DES ZONES SPECIALES D'AMENAGEMENT DES EAUX

Art. 46. -

Des décrets en Conseil d'Etat après enquête publique déterminent des zones spéciales d'aménagement des eaux, arrêtent et déclarent d'utilité publique des plans de répartition des ressources hydrauliques de la zone selon la nature et la localisation des besoins à satisfaire, et désignent les cours d'eau, sources, nappes souterraines, lacs ou étangs compris dans la zone auxquels sont applicables les dispositions des articles 47 à 50.

Un règlement d'administration publique déterminera les formes de l'enquête publique susvisée, qui devra permettre la consultation de toutes les personnes physiques ou morales en cause dans l'ensemble de l'aire territoriale où les projets soumis à l'enquête peuvent avoir des conséquences.

Les décrets prévus à l'alinéa premier ou des décrets intervenant dans la même forme peuvent arrêter des programmes de dérivation des eaux et des programmes de travaux destinés à permettre ou à assurer la mise en application du plan de répartition; ils peuvent déclarer l'utilité publique de tout ou partie des programmes de dérivation ou de travaux arrêtés.



Les déclarations d'utilité publique du plan de répartition et du programme de dérivation n'entraînent que les effets prévus dans la présente loi.

Art. 47. -

Toute dérivation, tout captage ou puisage intéressant les eaux désignées par les décrets prévus à l'article 46 et plus généralement tout travail susceptible d'en modifier le régime ou le mode d'écoulement est soumis, à dater de l'entrée en vigueur desdits décrets à une autorisation administrative.

Il est statué dans tous les cas après enquête publique.

L'autorisation précise les conditions auxquelles sont subordonnés les travaux et, le cas échéant, la destination à donner aux eaux. Les autorisations de dérivation peuvent être accordées pour une durée déterminée.

Les demandes d'autorisation sont examinées compte tenu des plans de répartition et des programmes de dérivation des eaux prévus à l'article 46. Elles ne peuvent être refusées que si elles font obstacle à leur exécution.

Tiennent lieu d'autorisation au sens du présent article, toutes les autorisations administratives précédemment accordées et notamment les actes déclaratifs d'utilité publique prévus à l'article 113 du code rural, ainsi que les actes déclarant d'utilité publique ou portant concession ou autorisation d'aménagement de forces hydrauliques. Les prélèvements d'eau correspondants restent soumis aux autres dispositions du présent chapitre.

Les décrets visés à l'article 46 peuvent dispenser de l'autorisation certaines catégories de travaux dont l'influence sur le régime des eaux est négligeable.

Art. 48. -

A l'intérieur d'une zone spéciale d'aménagement des eaux, tout propriétaire ou exploitant d'installations de dérivation, captage, puisage, et plus généralement d'ouvrage susceptible de modifier le régime ou le mode d'écoulement des eaux d'un lac, étang, source ou gisement d'eaux souterraines, est tenu de déclarer ses installations.

Toutefois, certaines catégories d'ouvrages dont l'influence sur le régime des eaux est négligeable peuvent être dispensées par le décret créant la zone ou par un décret ultérieur rendu dans la même forme, de la déclaration prévue à l'alinéa précédent.

Dans tous les cas et quelle que soit la situation des installations visées au premier alinéa, le propriétaire ou l'exploitant doit en permettre l'accès aux agents qualifiés de l'administration et fournir à ces agents tous renseignements sur les débits prélevés, les conditions de ces prélèvements et l'utilisation de l'eau.

Art. 49. -

Le préfet prescrit, par arrêté, après enquête, les transformations et limitations des puisages, dérivations et ouvrages de toute nature intéressant les eaux désignées par les décrets prévus à l'article 46 et dont l'existence ou le fonctionnement font obstacle à l'application des plans de répartition et des programmes de dérivation des eaux déclarés d'utilité publique.



S'il résulte de l'enquête que ces transformations ou limitations entraînent une réduction de l'activité de l'utilisateur de l'eau et à moins que l'administration ne propose la substitution prévue à l'article 52, il est statué par décret.

Art. 50. -

Dès l'ouverture de l'enquête publique décidée en vertu de l'article 46, les mesures de sauvegarde prévues à l'article 48 peuvent être appliquées dans les communes ou parties de communes se trouvant à l'intérieur de la zone projetée et désignées par un arrêté du préfet.

En outre, dans les mêmes communes ou parties de communes, à compter de la même date et jusqu'à l'entrée en vigueur du décret prévu à l'article 46, sans que le délai puisse excéder un an, aucune dérivation, aucun captage, puisage, et plus généralement aucun travail susceptible de modifier le régime ou l'écoulement des eaux désignées dans le décret mis à l'enquête ne peut être entrepris sans l'autorisation du préfet. Les demandes d'autorisation sont examinées compte tenu des plans de répartition et des programmes de dérivation des eaux mis à l'enquête. Elles ne peuvent être refusées que si elles sont susceptibles de faire obstacle à leur exécution.

Toutefois, certaines catégories d'ouvrages dont l'influence sur le régime des eaux est négligeable peuvent être dispensées par arrêté préfectoral de la déclaration ou de l'autorisation.

Art. 51. -

Des établissements publics administratifs ayant pour objet la poursuite des objectifs fixés par décret à l'intérieur d'une zone spéciale d'aménagement des eaux peuvent être institués dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 de la présente loi.

Art. 52. -

Lorsque les mesures prises en application du présent chapitre ou des articles 84, 101 du 107 du code minier pour assurer l'exécution des mesures générales arrêtées par décret à l'intérieur d'une zone spéciale d'aménagement des eaux entraînent des dommages, les indemnités dues en raison de ces dommages sont fixées, à défaut d'un accord amiable, suivant la procédure prévue au chapitre III de l'ordonnance n 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les indemnités sont fixées en espèces.

Toutefois, l'administration peut se soustraire en partie ou en totalité au paiement de l'indemnité en offrant, à l'utilisateur dont les droits à l'usage de l'eau auraient été modifiés ou supprimés, une autre origine d'approvisionnement en eau. La juridiction compétente en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique statue sur les différends relatifs à l'équivalence des eaux offertes.

Art. 53. -

Tout nouvel utilisateur des eaux désignées par les décrets prévus à l'article 46 peut être appelé à verser une redevance tenant compte des avantages dont il bénéficie. Il en est de même pour



tout utilisateur ancien se proposant d'augmenter le volume de l'eau qu'il prélève. Les modalités de cette redevance sont déterminées comme il est dit à l'article 17.

Art. 54. -

En cas de condamnation à une peine contraventionnelle pour infraction aux dispositions des articles 40 et 46 à 57 ou des textes pris pour leur application, le tribunal fixe le délai dans lequel toutes dispositions devront être prises pour faire cesser l'infraction et en éviter le retour.

Art. 55. -

Au cas où l'infraction n'a pas cessé dans le délai prescrit, le contrevenant est passible d'une amende de 2.000 à 100.000 francs. En outre, le tribunal peut, après audition du représentant de l'administration, interdire l'utilisation des installations non autorisées ou non déclarées.

Sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura utilisé une installation en infraction à une interdiction prononcée en application de l'alinéa précédent.

Le tribunal peut également, dans les cas prévus au présent article, autoriser le préfet, sur sa demande, à exécuter d'office, aux frais du condamné, les travaux d'aménagement nécessaires pour faire cesser l'infraction.

Art. 56. -

Sera puni d'une peine de prison de dix jours à trois mois et d'une amende de 400 à 20.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des contrôles ou à l'exercice des fonctions des agents prévues à l'article 57 ci-dessous.

Art. 57. -

Le contrôle prévu aux articles 40 et 48 ci-dessus et la constatation des infractions aux dispositions prévues par l'article 40 et par les articles 46 à 57 ainsi que par les textes pris pour leur application, sont effectués, indépendamment des officiers et agents de police judiciaire, par les fonctionnaires et agents assermentés et commissionnés à cet effet du service des ponts et chaussées, du service du génie rural et du service des mines.

Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve contraire.

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 58. -

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles pourront être imposées les mesures à prendre pour la construction et l'entretien des réseaux et installations publiques et privées dans le but d'éviter le gaspillage de l'eau.



Art. 59. -

Les travaux de recherches et d'exploitation des mines, minières et carrières soumis aux dispositions du code minier, les travaux de recherche et d'exploitation des stockages souterrains de gaz soumis aux dispositions de l'ordonnance n 58-1132 du 25 novembre 1958, les travaux de recherche et d'exploitation des stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés soumis aux dispositions de l'ordonnance n 58-1332 du 23 décembre 1958, sont dispensés des déclarations, autorisations, mesures de transformation et limitation prévues par les articles 40, 47, 48 et 49 ci-dessus, mais sont soumis aux dispositions de la présente loi non contraires aux textes qui les régissent.

Art. 60. -

Nonobstant les dispositions de l'article 134 du code minier, les échantillons, documents et renseignements intéressant la recherche, la production ou le régime des eaux souterraines tombent immédiatement dans le domaine public.

Art. 61. -

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux eaux minérales telles qu'elles sont définies par le décret du 12 janvier 1922.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 décembre 1964.



LAW N° 64-1245 OF 16th DECEMBER, 1964

REGIME, DISTRIBUTION AND POLLUTION CONTROL OF WATERS

Law n° 64-1245 of 16th December 1964 regarding the regime and distribution of water, and water pollution control.

(Official journal dated 18th December 1964)

The law has been passed by the National Assembly and the Senate and has been promulgated by the President of the Republic, the terms of which are as follows :

PART I

Water pollution control and regeneration

Article 1

The purpose of the provisions of this Part I of the law is water pollution control and regeneration for the purpose of satisfying or conciliating requirements with respect to :

- the supply of drinking water to the population and public health.
- agriculture, industry, transport and all other human activities of general interest.
- the biological life of the receiving environment, especially of the fish life, as well as leisure, nautical sports and the protection of sites.
- conservation and flow of water.

These apply to the discharging, draining, throwing back, direct or indirect deposits of all kinds of matter and in general to any occurrence that might cause or increase the degradation of waters by modifying their physical, chemical, biological or bacteriological characteristics, be they surface and groundwater, or sea water within territorial limits.

Article 2

It is forbidden to discharge or immerse any kind of waste into the sea, particularly industrial or atomic waste, and that which is liable to endanger public health as well as underwater plants and animal life and which may jeopardise the economic and tourist development of the coastal areas. As regards existing discharges the Prefect will determine when this prohibition shall apply to them.

However, after a public enquiry has been made, the Prefect may authorise and regulate the discharge or immersion mentioned in the above paragraph where such discharge or immersion can be so carried out that the discharge or immersion can be guaranteed to be harmless and nuisance-free.

Article 3

No later than two years after the promulgation of the law, an inventory shall be made of surface waters, namely: rivers, canals, lakes and ponds whether or not they are public property and to establish their degree of pollution.

Forms will be made for each item of surface water based on physical, chemical, biological and bacteriological criteria to determine their individual state. These forms will serve as basis for the inventory of surface waters.

These documents shall undergo a general periodical revision and an immediate revision whenever an exceptional or unexpected change affects the state of the river.

A decree from the State Council shall define the procedure for drawing up these documents and the general inventory which shall be made after mandatory consultation with the National Water Committee stipulated in Article 15.

Decrees will fix;

- the technical specifications and the physical, chemical, biological and bacteriological criteria to be met by the rivers, sections of the rivers, canals, lakes and ponds, and especially the withdrawal providing water for the population.



- the time within which the quality of each receiving medium must be improved to comply with or conciliate the interests defined in Article 1 above.

Article 4

Without affecting their obligation under the legislation in force, the owners of discharge installations, existing prior to the publication of the decree stipulated in article 3.5 prescribing the improvement of surface water, shall make all arrangements to comply with the conditions which shall be enforced on their effluents pursuant, (within the specified time) in the same decree to article 6 so that the receiving medium will have the characteristics required of it at the end of the said period.

The discharge installations built after publication of the decree prescribing the improvement, shall, as soon as they go into service, supply effluents complying with the conditions enforced upon them, following article 6.

Article 5

The withdrawals and discharges from new installations built after the Inventory decree are subject to:

- The Prefect's prior approval of the technical project for the purification systems of the said installations.
- A permit from the Prefect to put them into service, after the purification systems complying with the previously approved technical project, have been built.

Article 6

State Council decrees determine :

- 1) The conditions in which can be regulated or forbidden, under the provisions of articles 2, 3 and 4 above, the discharging, draining, throwing back, direct or indirect depositing of water or matter, and in general, any action likely to alter the quality of surface or ground waters and the sea water within territorial limits.
- 2) The conditions in which the sale or circulation of certain products which may give rise to discharges which have been forbidden or regulated pursuant to 1 above or likely to increase their noxiousness or aggravate the nuisance they cause may be regulated.
- 3) The conditions in which the physical, chemical, biological and bacteriological testing of receiving waters and discharges is made, and particularly, the conditions in which sampling and sample analyses will be carried out.
- 4) The cases and conditions in which the Government Department or Departments concerned can take all measures for immediate execution in order to stop the trouble, owing to the peril which could result from this for public safety or health.

Decrees fixing (as necessary), for each river, each river section, canal, lake or pond, groundwater, sea water within territorial limits, the particular conditions in which the provisions foreseen above apply, as well as the time within which the said provision must be complied with as regards to existing installations.

In every case, the rights of third parties against the pollution perpetrators are reserved and remain so.

Article 7

Article L.20 of the Code of public health is replaced by the following provisions :

I - "Article L.20 - In order to protect the quality of water, the act stating the public purpose of the work on systems for collecting water for human consumption is determined around the withdrawal point perimeter of near protection within which any activity or any deposits or installations liable directly or indirectly to affect the quality of the water can be forbidden or regulated and, where necessary, a perimeter of distant protection within which the above activities, installations and deposits can be regulated".

II - "A State Council decree determines the condition of application of the above paragraph".

"The act declaring the work on water withdrawal systems for human consumption as being for a public purpose determines, with respect to the activities, deposits and installations existing at its



date of publication, the time within which the conditions foreseen in this article and in the above decree must be complied with".

"Acts stating the public purpose of the work involved can, in the same conditions, determine the protective perimeters around existing water withdrawal points, as well as around free running water supplies and buried reservoirs."

Article 8

The following Article L.20.1 is included in the Code of public health:

"Article L.120.1 - The compensation which may be due to the owners or occupants of land coming within a perimeter protecting the withdrawal of water for human consumption, pursuant to the measures taken to protect the said water, are determined according to the rules which apply to expropriation for public purposes".

Article 9

The following officials, apart from the officers and men of the Judicial Police, shall carry out the tests stipulated in article 6.3 and shall record the infringements stipulated in this Part I and in the texts issued for its application :

- The sworn officials and agents commissioned to do so, of the "services des ponts et chaussées, services du génie rural, services des mines" and the "services extérieurs de la marine marchande et de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes".
- The officials of the "administration des eaux et forêts" and the commissioned agents mentioned in article 452 of the "code rural".
- The public health officials especially, commissioned in the conditions stipulated in article 48 of the code of public health and article 4 of law N11 61-842 of 2nd August, 1961.
- The officials stipulated in articles 21 and 22 of the law of 19th December 1917 as amended, respecting dangerous, insalubrious and inconvenient establishments.
- Customs officers.

The reports of these officers and agents holds good until they are proven wrong.

Article 10

Article 41 of order nr 58-997 of 23rd October 1958 is completed with sections 3 and 4 below :

"3 - Buildings expropriated for the purpose of purifying water coming from industrial, commercial, craft trade or farm buildings, and, in general, from any expropriated buildings in order to avoid water pollution by discharging, drainage, throwing back, direct or indirect depositing of matter from such buildings, when this result can only be obtained by work extending outside the buildings".

"4 - The expropriated buildings included in the tourist or sports development plan of the approaches to a water surface created or developed by the State, the departments, communes and authorised joint associations, the real estate associations or the groups of these local communities, as well as their concessionaires".

Article 11

The departments, communes, as well as the groupings of these local authorities, the joint associations and the public establishments created pursuant to article 16 hereinafter, are empowered to undertake to study, build and operate any public purpose structures needed to fight water pollution, provide water, control floods, maintain and improve non-State owned waterways, lakes and ponds, ground-waters, drainage and irrigation channels and ditches.

The study, building and operation of the said structures can be conceded to "sociétés d'économie mixte".

The standing interdepartmental Committee for regional development matters determines, where applicable the respective area of activity of these local authorities, groups and organisations whose action is subject to its prior agreement.

Article 12

The local authorities and the groups thereof may collect dues for the developments they undertake themselves. As groups are concerned, the expenditure of the said dues shall be shared between the local authorities concerned according to the conditions stipulated in article 149 of the Municipal Code.



The "sociétés d'économie mixte" are empowered to collect the cost of the work and services rendered.

The dues are calculated allowing for the extent to which the debtor causes the development to be necessary or useful or finds it to his advantage.

A Council of State decree sets the bases of apportionment and the assessment base for the dues as well as the application conditions of their rate.

This rate is fixed by prefectoral order or a joint order of the Prefects concerned.

Article 13

In each catchment area or group, a catchment Committee is formed composed in equal proportions of :

1. representatives of the various categories of users and qualified people,
2. representatives nominated by the local authorities,
3. representatives of the Administration.

This organisation is consulted on the advisability of the work and joint interest developments envisaged in the area within its competence, on the differences which might arise between the local authorities or groups concerned and, in a more general manner, on all questions relating to this law.

Article 14

In each catchment area, or group thereof, a catchment financial Agency is formed as a public administrative establishment having legal status and financial independence, entrusted with facilitating the various measures of joint interest to the catchment area or group thereof.

Each Agency is administered by a Board of Directors formed in equal parts by representatives of the Governmental Departments concerned with water and by representatives of the local authorities and the various categories of users.

The Agency helps in carrying out the studies, research work and structures of joint interest to the catchment areas and in covering their operating expenses, in particular through contributions to the State budget.

The Agency grants subsidies and loans to public bodies and private individuals for carrying out projects of joint interest to the catchment area or groups thereof, directly undertaken by them, to the extent where such projects tend to reduce the financial burdens of the Agency.

The Agency raises dues and collects them from the public bodies and private individuals to the extent where these public bodies and private individuals cause the intervention of the Agency to be necessary or useful or to the extent where it is to their advantage.

The basis of assessment and the rate of these dues are fixed with the agreement of the catchment area Committee.

A State Council decree will fix the terms and conditions of application of this article.

Article 15

A national water Committee is formed at the Prime Minister's level and composed of :

1. representatives of the various groups of users,
2. representatives of the "Conseils Généraux" and the "Conseils Municipaux",
3. representatives of the State.

The function of this Committee is to:

1. give its opinion on the geographical divisions of the catchment areas or groups thereof which will come within the competence of the Committee mentioned in article 13,
2. give its opinion on all water development and distribution projects of a national nature as well as on the large regional schemes,
3. give its opinion on any problems involving two or more Committees or catchment area Agencies,
4. in a general way collect all the necessary documentation and formulate opinions on all the questions relating to this law.



Article 16

Public administrative establishments responsible to the State can be formed by the State Council decree, after the public bodies and private individuals have been consulted for the purpose, in a catchment area or part thereof, a waterway or section thereof, or in a given zone, of fighting water pollution, providing water, controlling floods, maintaining and improving non-State owned waterways, lakes and ponds, drainage and irrigation channels and ditches.

Should the "Conseils Municipaux" or at least two thirds of the "communes" concerned, representing more than half their total population, or the "Conseils Municipaux" of at least half the "communes" concerned representing more than two thirds of this population give an adverse opinion, the establishment can be created only after the "Conseils Généraux" concerned have been consulted.

The conditions in which private bodies are called upon to participate in the creation and management of the above mentioned public establishments, as well as the procedure for their creation and the conditions under which they are to function are fixed by State Council decree.

Article 17

The directing organisation of the public establishment must comprise representatives of all categories of public bodies and private individuals concerned in the fulfilment of its objective. It will particularly include a representative of farming interests, corresponding to their importance, to the extent where these are concerned by the statutory objectives and the powers of the said establishment. More than half its members must be representatives of the State, the local authorities and the public administrative establishments concerned.

In order to meet its expenses, the establishment can collect the dues which are paid to it by the public bodies and private individuals, taking into account the extent to which they have caused the development to be necessary or useful, or find it to their advantage.

Decrees, preceded by a public enquiry whose terms of reference will be fixed by a Council of State decree, determine the general apportionment bases and the basis of assessment of these dues as well as the conditions establishing their rate.

If the public establishment exercises its activity within the bounds of "communes" belonging to the same department, the provisions laid down by the decree foreseen in the previous paragraph are fixed by order of the Prefects.

In every case, the rate of the dues is determined by the Prefect.

Article 18

When the general interest warrants it, the departments, communes, as well as the groups thereof and the joint associations may be authorised by a Council of State decree to prescribe or be made to agree to the connecting up of private effluents which do not comply with the characteristics of the receiving water, to the drainage systems or purification installations they build or operate. The decree determines the conditions of application of such connecting up.

If the drainage systems and waste water purification installations are operated under contract, the clauses of such a contract cannot have the effect of preventing this connecting up.

The decrees referred to in the first paragraph may compel the private establishment to participate with dues to the extra building or operating expenditure resulting from the discharge of its waste water. The dues are paid in the same manner as direct taxes.

Should the establishment fail to carry out within the stipulated time the work incumbent upon it for connecting up with the public systems, the necessary work shall be carried out automatically at his cost, after formal notice.

Article 19

Article 185 of the communal administration code is completed as follows:

“20 - the expenditure relating to the running and maintenance of the waste water treatment plants”.

Article 20

On being sentenced to pay a penalty for infringing the provisions of this Part I or of its application texts, the Court shall determine the time within which the work and development required by the regulations must be carried out. When it is not necessary to carry out any work or development, the Court may fix a time limit for the offender to comply with the obligations resulting from the said regulations, should the circumstances require it.



Article 21

If the work, development or obligations are not carried out within the prescribed time, the offender is liable to a fine of Fr. 2,000 to Fr. 100,000, without prejudice, should the case arise, to the application of any other statutory provisions or regulations in force, specifically the law of 19 December 1917 as amended and Volume III Part II of the Rural Code.

Furthermore, the Court, after hearing the representative of the Administration, can impose a fine which cannot exceed four thousandths of the estimated cost of the work or development to be carried out or forbid the use of the installations which are the cause of the pollution, until such time as the work or development has been carried out or the prescribed obligations executed.

From two to six months imprisonment and a fine of Fr. 10,000 to Fr. 120,000 (or just one of these), will be inflicted on anyone who operates an installation despite a prohibition having been imposed pursuant to the foregoing paragraph.

The Court can also authorise the Prefect, on his request, to carry out of his own accord, the work or development required in order to stop the offence.

Article 22

When the discharging, draining, throwing back, direct or indirect depositing of matter causing the offence emanate from industrial, commercial, craft trade or farm buildings, the heads or managers of such establishments may be found to be jointly responsible for the payment of the fines and law costs owed by the perpetrators of these offences.

The cost of the work ordered to be carried out pursuant to article 20 or the fourth paragraph of article 21 falls upon the natural or corporate body of which the convicted person is the agent or representative.

Article 23

Ten days to three months imprisonment will be imposed on anyone who prevents the tests from being carried out or the agents from exercising their functions as stipulated in article 9.

PART II

Water regime and distribution

CHAPTER I

Waterways

Section 1 - Non-State owned waterways

Article 24

Article 104 of the Rural Code is replaced by the following provisions :

"Article 104 - The general waterways regime is determined, where necessary, so as to reconcile the interests of the various categories of water users, with due regard for the ownership and previously established rights and customs, after a public purpose enquiry, by order of the Minister responsible for the river or the section thereof".

Article 25

The circulation of motor-boats on a non-State owned waterway, or part thereof, can be prohibited or regulated by prefectoral order, further to the views of the branch entrusted with the supervision of such waterway, or on the request of the resident when such circulation seriously affects the enjoyment of his rights.

Article 26

The following article 97-1 is added to the Rural Code

"Article 97-1 - When the purpose or consequence of development work other than that conceded or authorised pursuant to the law of 16 October 1919, involving a catchment area or a waterway, is to regulate the flow of a non-State owned waterway or to increase its flow during low water periods,



the public purpose instrument may allocate part of the flow of this river to certain users throughout the year".

"To this effect the public purpose instrument fixes “

- a minimum flow called "reserved flow" to be maintained in the river downstream of the structures for each different period of the year in order to safeguard general interests, the satisfaction for the requirements of beneficiaries of permitted diversions and those of the residents.

The user is under the obligation to transfer downstream the reserved flow which may not, however, be greater than the natural flow of the river upstream of the structures, during each of the periods concerned.

- an additional flow called allocated flow which is determined, allowing for the amounts of water available in the reaches of the structures during these same periods”.

"Notwithstanding the provisions of Article 644 of the Civil Code, the right to use the allocated flow is vested in the State".

"A Council of State decree shall determine the conditions of application of this article, particularly those conditions in which the rights thus granted to the State can be conceded".

Article 27

I. The third part of Volume I of the Rural Code is given the following title : “Non-State-owned waterways”

II. In the provisions of the Rural Code and article 1 of the law of 21 June 1865 as amended, the expressions “non-navigable and non-floatable waterways”, “non-navigable nor floatable waterways”, or "non-navigable nor floatable rivers" are replaced by "non-State-owned waterways".

Section 2 - State-owned waterways and lakes

Article 28

The Code of navigable ways and inland navigation is given the title : "Code of public river property and inland navigation"

Volume I of this Code is given the following title "The public river property "

Article 29

Article 1, 2, 3 and 4 of the public river property Code are replaced by the following provisions :

"Article 1 - The public river property comprises:

The navigable or floatable waterways, from the point where they begin to be navigable or floatable to their mouth, as well as their branches, even if they are not navigable or floatable, if they start below the point where these waterways become navigable or floatable, the marsh and water-meadows drawing their water from the said waterways, the diversions or artificial water withdrawals even those in private property, providing they have been made by the State in the interest of navigation or floating".

"Navigable or floatable lakes as well as the reaches made on the public waterways on condition that the submerged lands have been purchased by the State or by the concession holder for return to the State at the termination of the concession”.

“The canalised rivers, navigation canals, ponds or supply reservoirs, boundary trenches and other outworks “

“Public ports located on navigable ways and their ancillaries”;

“Public works built on the bed or banks of navigable or floatable ways for navigational or towing safety and facility”.

“The waterways, lakes and canals which, having been struck off the list of navigable and floatable ways, have been retained as public property”.



“The waterways and lakes as well as their diversions classified as public property according to the procedure stipulated in article 2.1 for the purpose of providing navigable ways with water, meeting the water requirements of farming and industry, -the needs of the population or flood protection.”

“Public property waterways and lakes are called State-owned waterways and lakes”.

“Article 2- The navigable or floatable parts of a river or lake are determined by decree, made after enquiry as to the nuisance that may be caused, all the rights of the third parties being reserved, further to the report of the Minister entrusted with the supervision or management of the waterway or lake in question and the Minister of Economy and Finance.”

“Article 2.1. - The registering of a waterway, section thereof or a lake as public property, for one of the reasons listed in the penultimate paragraph of article 1, is decided, after a public purpose enquiry, by Council of State decree made further to the report of the Minister or Ministers concerned and the Minister entrusted with the supervision or the management of the said waterway or lake, after hearing the views of the Minister of Economy and Finance, all the rights of the riverside residents of the waterway or owner of the lake being reserved”.

"The compensations that may be due owing to the injury caused by this registration are decided as for expropriation for public purposes, with due regard to the possible advantages to those concerned".

"Article 3 - Natural or artificial navigable or floatable waterways, forming part of State public property, may be struck off the list of navigable or floatable waterways and maintained as public property by Council of State decree, further to the views of the Minister of Economy and Finance, in the conditions fixed by a Council of State decree".

“Article 4 - The de-registering of State-owned waterways or lakes, whether navigable or not, and the canals belonging to State public property is decided, after a public purpose enquiry, by Council of State decree taken further to the report of the Minister of Public Works and Transport or the Minister of Agriculture if he is entrusted with the management of the waterway or lake, after hearing the views of the Ministers of Finance, Internal Affairs and Industry respectively, and where applicable, after hearing the views of the Minister of Agriculture or the Minister of Public Works and Transport in the conditions laid down by State Council decree.

Article 30

Part II of Volume I of the public river property and inland navigation Code is given the following title:

"The waterways and lakes as well as their diversions classified as public property according to the procedure stipulated in article 2.1 for the purpose of providing *navigable ways* with water, meeting the water requirements of farming and Industry, -the needs of the population or flood protection".

Public property waterways and lakes are called State-owned waterways and lakes.

"Article 2 - The navigable or floatable parts of a river or lake are determined by decree made after enquiry as to the nuisance that may be caused, all the rights of the third parties being reserved, further to the report of the Minister entrusted with the supervision or management of the waterway or lake in question and the Minister of Economy and Finance.

*Article 2.1. - The registering of a waterway, section thereof or a lake as public property, for one of the reasons listed in the penultimate paragraph of article 1, is decided, after a public purpose enquiry, by Council of State decree made further to the report of the Minister or Ministers concerned and the Minister entrusted with the supervision or the management of the said waterway or lake, after hearing the views of the Minister of Economy and Finance, all the rights of the riverside residents of the waterway or owner of the lake being reserved".

"The compensations that may be due owing to the injury caused by this registration are decided as for expropriation for public purposes, with due regard to the possible advantages to those concerned".

"Article 3 - Natural or man-made navigable or floatable waterways, forming part of State public property, may be struck off the list of navigable or floatable waterways and maintained as public property by Council of State decree, further to the views of the Minister of Economy and Finance, in the conditions fixed by a Council of State decree".

Article 4 - The de-registering of State-owned waterways or lakes, whether navigable or not, and the canals belonging to State public property is decided, after a public purpose enquiry, by Council of State decree taken further to the report of the Minister of Public Works and Transport or the



Minister of Agriculture if he is entrusted with the management of the waterway or lake, after hearing the views of the Ministers of Finances Internal Affairs and Industry respectively, and where applicable, after hearing the views of the Minister of Agriculture or the Minister of Public Works and Transport in the conditions laid down by Council of State decree.

Article 30

Part II of Volume I of the public river property and inland navigation Code is given the following title:

"Special provisions of State-owned waterways and lakes".

Article 31

Articles 10, 15.1 and 2, 16, 19 and 20 of the public river property and inland navigation Code are replaced by the following provisions :

"Article 10 - The ownership of the alluvial deposits, sand banks, deposits, islands and islets which form naturally in State-owned rivers is regulated by the provisions of articles 556, 557, 560 and 562 of the Civil Code".

"Where State-owned lakes are concerned, the provisions of Article 558 of the same Code apply".

Article 15 – Resident property owners along the rivers entered on the list of navigable or floatable ways are required to leave a space 7.8 metres wide along the banks of the said rivers, as well as on the islands where required, for navigation purposes and wherever there is a tow path.

"They may not plant trees nor build hedges or other enclosures save at a distance of 9.75 metres on the bank where boats are towed, and 3.25 metres where no tow-path exists ."

"Resident properties of a State-owned waterway struck off the list of navigable or floatable ways or registered as public property pursuant to article 2.1, as well as the resident properties of a State-owned lake are required to leave this 3.25 metres servitude (known as footpath servitude) on each bank of the latter. When a waterway is already subject to the servitude stipulated in decree n° 59-96 of 7 January 1959, this servitude is maintained".

(The remainder of the article is unchanged)

"Article 16 - When the needs of the navigation service permit it, the distances set by the first two paragraphs of the preceding article, with respect to towing servitude; will be reduced by Ministerial order".

"When fishing and the maintenance requirements of the river permit it, the distance set by the third paragraph of the preceding Article for the footpath servitude may be reduced exceptionally by Ministerial order".

"Article 19 - When a lake, river or part thereof is registered as a public river property, or is recorded on the list of navigable or floatable ways and thereby subjects the resident landlords to the servitude laid down by article 15, compensation is due to them proportional to the inconvenience suffered, due account being taken of the advantages they may derive from this registration or recording.

Resident landlords will also be entitled to compensation when the towpath servitude is introduced for navigational needs where it did not exist before".

"Article 20 - Any disputes with respect to the compensation due to the landlords resulting from the introduction of tow-path and footpath servitude are judged by the courts competent in matters of expropriation for public purposes.

Article 32

In article 5 of the public river property and Inland navigation Code, the words : 'the waterways conceded pursuant to this article', are replaced by 'the waterways and lakes conceded pursuant to this article'.

In Article 7 of the said Code, the words "non-navigable or non-floatable rivers" are replaced by "non-State-owned waterways and lakes".

In Articles 8 and 18 of the said Code, the words “navigable or floatable rivers”, are replaced by "State owned waterways".

In Articles 11 and 12 of the said Code, the words "a navigable or floatable river" are replaced by "a State-owned waterway".



In Article 14 of the said Code, the words "the cleaning of State-owned navigable or floatable waterways and their ancillaries" are replaced by "the cleaning of State-owned waterways and their ancillaries".

In Articles 27 and 28 of the said Code, the words "navigable rivers and canals" are replaced by "State-owned river, and canals".

Chapter 2.2. of Part III of the said Code is given the following title :

"Special provisions for water withdrawals on State-owned waterways".

In Article 35 of the said Code, the words "non navigable or floatable rivers" are replaced by "non State-owned waterways and navigation canals".

Article 33

Until the implementation texts of Articles 24 and 26, and Article 3 of the public river property and inland navigation Code as amended by Article 29 above come into force, the present provisions shall continue to be applicable.

Article 34

In Articles 403.1 and 2, 406, 426, 433 and 444 of the Rural Code, the words "navigable or floatable" are replaced by "State-owned".

Section 3 - Jointly owned waterways

Article 35

Jointly owned waterways are those where the right to use the water is vested in the State, subject to the provisions of Article 38 hereinafter, and the bed belongs to the residents.

Article 36

Of these waterways, the right to use the water which is vested in the State is exercised in the same way as it is for State-owned waterways.

The residents are not subject to any State dues on the water which they may be permitted to use as provided in Article 644 of the Civil Code.

The withdrawals made by virtue of rights based on title deeds and those carried out by the riverside residents in the conditions in which they did so previously to the registration pursuant to Articles 644 and 645 of the Civil Code are not subject to the dues.

The right to fix is exercised by the riverside residents in the conditions fixed by Articles 407 and following of the Rural Code.

Article 37

The bed belongs to the riverside residents who may carry out therein the rights recognised by Articles 98, 99, 100, 101 and 102 of the Rural Code.

The provisions relating to cleaning, widening and straightening provided for in Articles 25, 28, 114, to 122, 175 to 178 of the Rural Code apply to all the users or residents, due account being taken of the advantages they derive from the use of the water, or the bed of the waterway.

Article 38

The registering of a waterway or part thereof or a lake as being a joint ownership waterway is decided, after a public purpose enquiry, by State Council decree, further to the report of the Minister entrusted with the supervision or the management of the said waterway, after having heard the views of the Ministers concerned, all the rights of the residents and third parties being reserved.

This registration only involves the transfer to the State of the right to use the water subject to title deeds, rights and the rights exercised over the water during registration by the application of Articles 644 and 645 of the Civil Code. Due vote is taken of these rights, in the conditions laid down by a State Council decree by the Administration save for an appeal to the Court of First Instance. Subject to the provisions of Chapter III, Part II, these rights may only be totally or partially suppressed by expropriation for public purposes.



The compensation which may be due for the injury caused by this registration is fixed as for expropriation for public purposes, due account being taken of the advantages derived by those concerned.

Article 39

The de-registration of a Joint ownership waterway is decided, after a public purpose enquiry, by State Council decree, further to the report of the Minister entrusted with the supervision or the management of the waterway concerned, after having heard the views of the Ministers concerned.

CHAPTER II

Groundwater and right of way servitude of useful waters

Article 40

Any installations for withdrawing groundwater for non-domestic purposes is made known to and comes under the supervision of the Administration in the conditions defined by State Council decree. This decree determines the flow rate as from which these provisions apply. Any discharging or discarding of waste water or waste of any kind into disused wells, bore holes or withdrawal tunnels must be notified and come under administrative inspection, without prejudice to the rights of third parties.

A State Council decree sets the application conditions of the above provisions.

Article 41

I. The following paragraph 1 ter is inserted in Article 1 of the law of 21 June 1865 as amended :

"1 ter- Intended for the replacement of groundwater"

II. Article 12 of the law of 21 June 1865 as amended is modified as follows :

" For the work specified in nos. 1, 1 bis, 1 ter, 2, 3, 4, 5, 8 to 11 of Article 1 “

(no change for the remainder)

Article 42

The following words are added to Article 84 of the Mining Code between the words "and public establishments" and "and this will be provided by the Prefect" :

"the effect of the general measures decided by decree within a special water development zone".

Article 43

Article 101 of the Mining Code is completed as follows:

"as well as to safeguard in the vicinity of mines, the withdrawal of water declared to be for public purposes and intended for the consumption of human communities and the effect of the general measures decreed within special water development zones".

Article 44

The second paragraph of Article 107 of the Mining Code is completed as follows :

"to safeguard the withdrawing of water declared to be for public purposes and intended for the consumption of human communities and the effect of the general measures decreed within special water developments zones".

Article 45

Article 123 of the Rural Code is replaced by the following provisions :

"Article 123 - Any natural and corporate body wishing to use water for drinking purposes, for irrigation or, generally, for the needs of their business, which they have the right to utilise may obtain a right of way for the passage of such water through the intermediate strata in the most rational conditions and those causing the least damage to the present and future use of these strata, subject to just and prior compensation."

"Houses are exempt from this servitude in every case".

"Yards and gardens belonging to the said houses are also exempt".



II. Article 124 of the Rural Code is completed by the following provisions :

"Waste waters from houses and businesses provided with water pursuant to Article 123 of the Rural Code may be ducted by underground pipes to collecting or purification plants under the same conditions and reservations stipulated in Article 123, concerning the piped provision of such water".

CHAPTER III

SPECIAL WATER DEVELOPMENT ZONES

Article 46

State Council decrees, further to a public enquiry, determine special water development zones and declare as being of public purpose the plans for the distribution of water resources of the zone according to the nature and place of the requirements to be met, and indicate the waterways, sources, groundwater, lakes or ponds comprised in the zone to which the provisions of Articles 47 to 50 apply.

A public administration regulation shall determine the terms of reference of the above public enquiry, which shall enable all natural or corporate bodies involved throughout the land area concerned to be consulted where the projects submitted to the enquiry may have consequences.

The decree provided in the first paragraph or the decrees intervening in the same form may stop water diversion programmes and work programmes intended to allow or ensure the application of the distribution plan; they may declare the public purpose of all or part of the diversion or work programmes approved.

The proclamation of the public purpose of the distribution plan and of the diversion programmes only entail the effects foreseen in this law.

Article 47

Any diversion, off taking or drawing involving the waters indicated in the decrees foreseen in Article 46 and generally any work liable to modify the regime thereof or the mode of flow is subject to an administrative permit as from the application of the said decrees.

A ruling is given in every case after the holding of a public enquiry. The permit stipulates the conditions to which the work is subject and, where applicable, the use to be made of the waters. Diversion permits may be granted for a set duration.

Requests for permits are examined in the light of the distribution plans and diversion programmes of the waters as provided in Article 46. They may only be refused if they impede such plans and programmes.

All administrative permits previously granted and, especially the public purpose proclamation instruments foreseen in Article 113 of the Rural Code, as well as the public purpose proclamation instruments or those granting concessions or hydraulic power development permits, are permits within the meaning of this Article. The corresponding water withdrawals are nevertheless subject to the other provisions of this chapter.

The decrees referred to in Article 46 may dispense certain categories of work from authorisation because of their insignificant effect on the water regime.

Article 48

Within a special water development zone, any landlord or person operating water diversion, withdrawing or drawing installations and, generally, structures liable to modify the regime or mode of flow of the water of a lake, pond, spring or groundwater, is obliged to notify such installations.

However, some categories of structures whose effect on the water regime is insignificant may be dispensed from the notification stipulated in the preceding paragraph, by the decree creating the zone or by a subsequent decree issued in the same form.

In all cases and irrespective of the location of the installations referred to in the first paragraph, the landlord or operator shall allow the duly authorised agents of the Administration free access to such installations and provide them with every information on the quantities withdrawn, the conditions of such withdrawing and the use made of the water.

Article 49



The Prefect prescribes by order, and after enquiry, the transformations of and restrictions on drawings, diversions and structures of all kinds concerning the waters indicated by the decrees stipulated in Article 46 and whose existence or operation impede the implementation of the public purpose water distribution plans and diversion programmes. If, as a result of the enquiry, these transformations and restrictions bring about a reduction in the activity of the water user and unless the Administration proposes the substitution foreseen in Article 52, a ruling is given by decree.

Article 50

As soon as the public enquiry called pursuant to Article 46 has begun, the safeguarding measures foreseen in Article 48 may be applied in the "communes" or parts of "communes" within the project area and indicated by an order of the Prefect.

Furthermore, in the same "communes" or part of "communes", as from the same date and until the decree foreseen in Article 46 comes into force, without the time limit exceeding one year, no water diversion, withdrawing or drawing and, generally, no work likely to modify the water regime or flow indicated in the decree subject to enquiry may be undertaken without the authorisation of the Prefect. Requests for permits are examined in the light of the water distribution plans and diversion programmes under enquiry. They can only be refused if they are liable to impede the carrying out of such plans and diversions.

However, some kinds of structures whose effect on the water regime is insignificant may be dispensed from the notification or permit by order of the Prefect.

Article 51

Public administrative establishments whose purpose is to carry out the objectives fixed by decree within a special water development zone may be set up in the conditions provided in Articles 16 and 17 of this law.

Article 52

When the measures taken pursuant to this Chapter or Articles 84, 101 or 107 of the Mining Code to ensure the execution of the general measures decided by decree within a special water development zone cause injury, the compensation due owing to such injury, is decided, failing an amicable settlement, according to the procedure stipulated in Chapter III of order No 58-997 of 23 October 1958 dealing with the change in the rules or expropriation for public purposes.

The compensation is fixed in cash.

However, the Administration may partially or totally avoid paying the compensation by offering other water supplies to the user whose entitlement to the water might have been altered or suppressed. The Court of competent jurisdiction in matters of expropriation for public purposes shall rule on the disputes relative to the equivalence of the water supply offered.

Article 53

Any new user of the water designated by the decrees stipulated in Article 46 may be called upon to pay dues taking into account the advantages from which he benefits.

The same applies for any previous user who proposes to increase the volume of water he withdraws. The terms and conditions of these dues are determined as stated in Article 17.

Article 54

On being condemned to a penalty for infringing the provisions of Articles 40 and 46 to 57 or the texts implementing them, the Court shall determine the time within which all arrangements shall be taken to stop the offence and prevent its recurrence.

Article 55

Should the infringement not have ceased within the prescribed time, the offender is liable to a fine of Fr. 2,000 to 100,000. Furthermore, the Court may, after hearing the representative of the Administration, forbid the use of the installations which have not been permitted or notified.

Two to six months imprisonment and a fine of Fr. 10,000 to Fr. 100,000 or one or the other only, will be inflicted on anyone who uses an installation in defiance of a prohibition made pursuant to the preceding paragraph.

In the cases foreseen in this article, the Court may also authorise the Prefect, on his request, to carry out of his own accord at the cost of the offender, the development work needed for the infringement to cease.



Article 56

Ten days to three months imprisonment and a fine of Fr. 400 to Fr. 20,000, or one or the other only, will be inflicted on anyone who prevents the tests from being carried out or the agents from exercising their functions as stipulated in Article 57 below.

Article 57

The tests foreseen in Articles 40 and 48 above and the recording of the infringements to the provisions stipulated in Articles 40 and 46 to 57 as well as their application texts, shall be carried out, apart from the officers and men of the Judicial Police, by sworn officials and agents commissioned to do so of the "service des ponts et chaussées", "service du génie rural" and "service des mines".

The reports drawn up by these agents shall hold good until they are proven wrong.

Part III

Various provisions

Article 58

A State Council decree determines the conditions in which the measures for the construction and maintenance of the public and private networks and installations may be enforced to avoid water wastage.

Article 59

The following activities are dispensed from the notifications, authorisations, transformations and restricting measures foreseen in Articles 40, 47, 48 and 49 above, but are subject to the provisions of this law which are not contrary to the texts which govern them : mines, ore deposit and quarry prospecting and working subject to the provisions of the Mining Code, underground gas storage exploration and operation subject to the provisions of order No. 58-1132 of 25 November 1958, underground liquid hydrocarbons storage and operation, subject to the provisions of order n°. 58-1332 of 23 December 1958.

Article 60

Notwithstanding the provisions of Article 134 of the Mining Code, the samples, documents and information concerning the research, production or the regime of groundwater immediately become public property.

Article 61

The provisions of this law do not apply to mineral waters such as they are defined by the decree of 12 January 1922.

The present law shall be carried out as a State law.

Made in Paris on 16 December 1964,



LEY N° 64-7245 DEL 16 DE DICIEMBRE DE 1964
relativa al régimen, a la distribución de las aguas y a la lucha contra
la contaminación ocasionada por las mismas

(Diario Oficial del 18 de diciembre de 1964
disposiciones rectificativas del Diario Oficial
del 15 de enero y 6 de febrero de 1965)

La Asamblea Nacional y el Senado han adoptado,
El Presidente de la República ha promulgado la siguiente ley:

TITULO 1

De la lucha contra la contaminación de las aguas y su depuración.

Artículo 1

Las disposiciones del presente título tienen por objeto la lucha contra la contaminación de las aguas y su depuración, con objeto de satisfacer o de conciliar las exigencias:

- Del suministro de agua potable a las poblaciones y de la salud pública;
- De la agricultura, la industria, los transportes y cualquier otra actividad humana de interés general;
- De la vida natural del medio receptor y especialmente de la fauna piscícola así como del ocio, los deportes náuticos y la protección de los lugares;
- De la conservación y salida de las aguas.

Se aplican a los vertidos, salidas, desagües, sedimentos directos o indirectos de materias de cualquier naturaleza y, por regla general, cualquier hecho susceptible de provocar o de incrementar la degradación de las aguas modificando sus características físicas, químicas, biológicas o bacteriológicas, ya se trate de aguas superficiales, subterráneas o de aguas marinas en el límite de las aguas territoriales.

Artículo 2

Prohíbe arrojar o sumergir en las aguas marinas, materias de todo tipo, especialmente residuos industriales o atómicos, que puedan causar perjuicio a la salud pública así como a la fauna y flora submarinas y pongan en peligro el desarrollo económico y turístico de las regiones costeras. En cuanto a los vertidos existentes, el prefecto fijará el plazo en que le será aplicable la presente prohibición.

Sin embargo, el prefecto, podrá, tras una encuesta pública, autorizar y reglamentar el vertido o la inmersión contemplados en el párrafo anterior en el caso de que éstos garanticen el carácter no dañino del vertimiento o de la inmersión.

Artículo 3

En un plazo de dos años tras la promulgación de la ley, las aguas superficiales: corrientes de agua, canales, lagos y estanques que pertenezcan o no al dominio público, serán objeto de un análisis que establezca su grado de contaminación.

Se confeccionarán unas fichas para cada una de estas aguas de conformidad con los criterios físicos, químicos, biológicos y bacteriológicos con objeto de determinar el estado de cada una de ellas; estas fichas servirán de punto de referencia para el análisis de las aguas superficiales.

Estos documentos serán objeto de una revisión periódica general y de una revisión inmediata cada vez que un cambio excepcional o imprevisto afecte al estado del río.

Un decreto del Consejo de Estado definirá el procedimiento de redacción de estos documentos y del inventario general; éste, se hará tras la consulta obligatoria del comité nacional de las aguas contemplado en el artículo 15.



Unos decretos fijarán, por una parte, las especificidades técnicas y los criterios físicos, químicos, biológicos y bacteriológicos a los que deberán responder las corrientes de agua, tramos de corrientes de agua, canales, lagos o estanques, principalmente para las tomas de agua que garanticen la alimentación de las poblaciones y, por otro, el plazo en el que se deberá mejorar la calidad de cada medio receptor para satisfacer o conciliar los intereses definidos en el artículo 1 anteriormente mencionado.

Artículo 4

Sin perjuicio de las obligaciones que resulten para las aguas derivadas de la legislación vigente, los propietarios de las instalaciones de vertidos que existieran antes de la publicación del decreto previsto en el artículo 3, párrafo 5, sobre la mejora del estado de las aguas superficiales, deberán adoptar todas las medidas necesarias para cumplir, dentro del plazo fijado por dicho decreto, las condiciones estipuladas a sus canalizaciones de acuerdo con lo previsto en el artículo 6 con objeto de garantizar al medio receptor, las características que deberá tener cuando expire dicho plazo.

Las instalaciones de vertidos, construidas con posterioridad a la publicación del decreto sobre la mejora del estado de las aguas, deberán, desde su entrada en servicio, suministrar las canalizaciones conformes a las condiciones que les serán impuestas en aplicación del artículo 6.

Artículo 5

Las tomas y los vertidos que discurran por nuevas instalaciones construidas con posterioridad al decreto relativo al análisis de las aguas, quedarán subordinadas: A una autorización previa por el prefecto, del proyecto técnico de las disposiciones de depuración correspondiente a dichas instalaciones; A una autorización de puesta en servicio conferida por el prefecto tras la puesta en marcha de los dispositivos de depuración conformes al proyecto técnico aprobado con anterioridad.

Artículo 6

Unos decretos del Consejo de Estado determinarán:

1° Las condiciones en las que se podrán reglamentar o prohibir, teniendo en cuenta las disposiciones de los artículos 2, 3 y 4 contemplados anteriormente, los vertidos, desagües, salidas, sedimentos directos o indirectos provocados por las aguas o de materias y, por regla general, cualquier hecho susceptible de alterar la calidad del agua superficial o subterránea y de las aguas marinas en los límites territoriales,

2° Las condiciones en las cuales se podrá reglamentar la venta y la difusión de algunos productos que puedan producir vertidos que hayan sido objeto de una prohibición o de una regulación en virtud del artículo mencionado anteriormente o incrementar su carácter dañino;

3° Las condiciones en las que se efectuarán los controles de las características físicas, químicas, biológicas y bacteriológicas de las aguas receptoras y de los vertidos y principalmente las condiciones en las que se procederá a las tomas y a los análisis de muestras;

4° Los supuestos y las condiciones en las que la administración podrá adoptar, como consecuencia del peligro que pudiera ocasionar a la seguridad y salud públicas, cualquier medida inmediatamente ejecutoria para que cese el perjuicio.

Unos decretos fijarán, siempre y cuando fuera necesario, para cada uno de los ríos, tramos de ríos, canales, lagos o estanques, aguas subterráneas, aguas marinas en los límites territoriales, las condiciones específicas en las que se aplicarán las disposiciones previstas anteriormente así como los plazos en los que se deberán cumplir dichas disposiciones por lo que respecta a las instalaciones existentes.

En cualquier caso, los derechos de terceros con respecto a los que ocasionen la contaminación, son y permanecerán reservados.

Artículo 7

(Modifica el artículo L. 20 del código de la salud pública)

Artículo 8

(Introduce el artículo L. 20 en el código de la salud pública)

Artículo 9

Se procederá al control previsto en el artículo 6 (3°) y a la verificación de las infracciones previstas en el presente título mediante los textos adoptados para su aplicación, independientemente de los oficiales y agentes de la policía judicial, a través de:



- Los funcionarios y agentes autorizados y nombrados a este efecto, del departamento de caminos y puentes, del departamento agrícola, del departamento de minas y de los servicios exteriores de la marina mercante y del instituto científico y técnico de pesca marítima;
- Los funcionarios de la administración de aguas y bosques y los agentes autorizados contemplados en el artículo 452 del código agrícola;
- Los agentes de los departamentos de salud pública especialmente autorizados de acuerdo con las condiciones estipuladas en el artículo 48 del código de la salud pública y en el artículo 4 de la ley n° 61-842 del 2 de agosto de 1961;
- Los agentes contemplados en los artículos 21 y 22 de la ley del 19 de diciembre de 1917 modificada, relativa a las industrias peligrosas, insalubres o molestas;
- Los agentes de aduanas.

Se aplicarán las actas levantadas por estos agentes mientras que no se demuestre lo contrario.

Artículo 10

Las disposiciones del artículo 41 del decreto n° 58-997 del 23 de octubre de 1958 han sido completadas por los párrafos 3° y 4° siguientes:

- "3° Los inmuebles expropiados con vistas a la depuración de las aguas procedentes de una industria, un comercio, un taller o centro agrícola, y por regla general, los inmuebles expropiados con vistas a evitar la contaminación de las aguas a través de vertidos, desagües, salidas, canalizaciones, sedimentos directos o indirectos de materias de esta industria cuando sólo se pueda obtener este resultado mediante obras que se hagan fuera de dicha industria."
- "4° Los inmuebles expropiados comprendidos en el plan de aprovechamiento turístico o deportivo de los límites de un plan de aguas creado u ordenado por el Estado, los departamentos, los municipios, los sindicatos autorizados, los bancos hipotecarios o las agrupaciones de estas colectividades, así como sus concesionarios".

Artículo 11

Los departamentos, los municipios, así como las agrupaciones de estas colectividades, los sindicatos mixtos y las entidades públicas creadas de acuerdo con lo estipulado por el artículo 16, que figura a continuación, estarán habilitados para realizar el estudio, la ejecución y la explotación de todas las obras de utilidad pública necesarias para la lucha contra la contaminación de las aguas, para el aprovechamiento de agua, para evitar las inundaciones, para la conservación y la mejora de los ríos, de los lagos y de los estanques no comunales, de las aguas subterráneas y de los canales y surcos de depuración e irrigación.

El estudio y la explotación de dichas obras se podrán conceder a empresas de economía mixta.

El comité interministerial permanente encargado de los problemas de ordenación del territorio fijará, llegado el caso, la zona de actividad respectiva de estas colectividades, agrupaciones y organismos cuya intervención quede sometida a su acuerdo previo.

Artículo 12

Las colectividades y sus agrupaciones, podrán percibir cánones para los aprovechamientos que deban llevar a cabo. Si se tratara de agrupaciones, el gravamen de dichos cánones se repartirá entre las colectividades interesadas de acuerdo con lo estipulado en el artículo 149 del código municipal.

Las empresas de economía mixta podrán percibir los precios de las prestaciones y servicios prestados.

Los cánones se calcularán teniendo en cuenta hasta que punto el deudor tiene necesidad del aprovechamiento, lo considera útil o interesante.

Un decreto del Consejo de Estado fijará las bases del reparto y de la base liquidable de los cánones así como las condiciones de aplicación de sus tipos.

Este tipo se fijará mediante bandos prefectorales o bandos conjuntos de los prefectos en cuestión.

Artículo 13

En cada cuenca o conjunto de cuencas, se creará un comité de cuenca integrado a partes iguales:

- 1° Por representantes de las diferentes categorías de usuarios y de personas competentes;
- 2° Por representantes designados por las colectividades locales;



3° Por representantes de la administración.

Este organismo será consultado sobre la oportunidad de las obras y aprovechamientos de interés común contemplados en el territorio de su competencia, sobre las controversias que pudieran surgir entre las colectividades o agrupaciones interesadas y, por regla general, sobre todas las cuestiones que sean objeto de la presente ley.

Un decreto del Consejo de Estado fijará las modalidades de aplicación del presente artículo.

Artículo 14

Se creará en cada cuenca o conjunto de cuencas, una entidad financiera de la cuenca, es decir, un establecimiento público administrativo dotado de personalidad civil y autonomía financiera, encargado de facilitar las diversas actividades de interés común de la cuenca o del conjunto de cuencas.

Cada entidad será administrada por un consejo de administración integrado por la mitad de los representantes de las administraciones competentes del ámbito relativo a las aguas, por la mitad de los representantes de las colectividades locales y por las diferentes categorías de usuarios.

La entidad contribuirá, principalmente, a través de aportaciones al presupuesto del Estado, a la realización de estudios, de investigaciones y de obras de interés común para las cuencas y a cubrir sus gastos de funcionamiento.

La entidad concederá unas subvenciones y préstamos a las personas públicas y privadas para la ejecución de las obras de interés común a la cuenca o al conjunto de cuencas directamente realizadas por ellas, en la medida en que estas obras tengan por objeto reducir las cargas de la entidad.

La agencia fijará y percibirá unos cánones de las personas públicas o privadas, en la medida en que estas personas públicas o privadas hagan necesaria o útil la intervención de la entidad o en la medida en que encuentren interés en las mismas.

La base liquidable y los tipos de estos cánones se fijarán con el dictamen favorable del comité de la cuenca.

Un decreto del Consejo de Estado determinará las modalidades de aplicación del presente artículo.

Artículo 14-1

(Ley n° 74-1114 del 27 de diciembre de 1974, art. 12)

En cuanto al deterioro de la calidad del agua, los cánones previstos en el art. 14 anteriormente mencionados serán fijados y percibidos por las entidades financieras de la cuenca en función de la cantidad de contaminación producida por las personas públicas y privadas un día normal del mes de rechazo máximo.

1° Cuando estos cánones correspondan a la contaminación producida por los vertidos domésticos y no domésticos de los abonados al servicio público de distribución del agua, que sean asimilados a usos domésticos en la medida en que el consumo anual de estos abonados sea inferior a una cantidad fijada por decreto, se calcularán por municipio o por conjunto de municipios si la junta deliberante de éste lo pidiera, en función del número de habitantes permanentes y temporeros. El titular de la explotación del servicio público de distribución del agua podrá percibir, además del precio del agua, el contravalor, fijado por la entidad y calculado según las cantidades de agua facturadas, del canon debido a la entidad. Pagará a esta última el producto de esta percepción. Las cantidades que se hubieren percibido de más, serán pagadas por la entidad al municipio o al conjunto de municipios y se destinarán al presupuesto de depuración.

2° No obstante, los abonados contemplados en el párrafo 1° y que ocasionen una contaminación determinada, en número o en cantidad, podrán quedar sometidos al canon calculado de acuerdo con las bases definidas en el primer párrafo del presente artículo.

3° Cuando un plan permita evitar el deterioro de la calidad de las aguas, se pagará una prima al contratista público o privado de este plan o a su mandatario. Se calculará en función de la cantidad de contaminación cuya aportación al medio natural se haya suprimido o evitado.

4° Un decreto del Consejo de Estado definirá la contaminación constitutiva de la base liquidable de los cánones y de las primas, su forma de cálculo y de medida así como los umbrales de percepción de los cánones y atribución de primas.

Artículo 14-2



(Ley n°74-1114 del 27 de diciembre de 1974, art. 12)

1° El importe global de los cánones recaudados por cada entidad, se fijará en función de los gastos que le correspondan en el marco de un programa de varios años de intervenciones, realizado según las orientaciones del plan de desarrollo económico y social como el que figura en el anexo que se encuentra en vías de aprobación.

2° Un informe de la actividad de las entidades de la cuenca sobre los ingresos y gastos realizados en el marco de este programa y de sus posibles modificaciones figura, cada año, en el anexo del proyecto de la ley de finanzas.

Artículo 15

Se creará ante el Primer ministro, un comité nacional de aguas integrado en partes iguales:

1° Por representantes de las diferentes categorías de usuarios;

2° Por representantes de los consejos generales y de los consejos municipales;

3° Por representantes del Estado.

Este comité tendrá como objetivo:

1° Emitir un dictamen sobre las circunscripciones geográficas de las cuencas y conjuntos de cuencas que sean competencia de los comités contemplados en el artículo 13;

2° Emitir un dictamen sobre todos los proyectos de aprovechamiento y de reparto de las aguas que tenga un carácter nacional así como los grandes aprovechamientos regionales;

3° Emitir un dictamen sobre cualquier problema relativo a dos o más comités o entidades de la cuenca;

4° Por regla general, reunir la documentación necesaria y emitir dictámenes sobre las cuestiones que sean objeto de la presente ley.

Artículo 16

Se podrán crear, mediante decreto del Consejo de Estado, y una vez consultadas las personas públicas y privadas interesadas, unas entidades públicas de carácter administrativo, bajo la tutela del Estado y que tengan por objeto, en una cuenca u en una parte de la cuenca, un río o una parte de un río o en una zona determinada, la lucha contra la contaminación de las aguas, el aprovechamiento de agua, evitar las inundaciones, el mantenimiento y la mejora de los ríos, de los lagos y de los estanques públicos y de los canales y surcos de regadío y de depuración.

Si los consejos municipales de las dos terceras partes, por lo menos, de los municipios en cuestión y que representen más de las dos terceras partes de esta población, emiten un dictamen desfavorable, éste sólo se podrá pronunciar tras la consulta de los consejos generales interesados.

Las condiciones en las que las personas privadas deberán participar en la creación y en la gestión de las entidades públicas o privadas, así como el procedimiento de creación y las condiciones de funcionamiento de estas entidades quedarán fijadas por decreto del Consejo de Estado.

Artículo 17

El organismo director de la entidad pública, deberá contar con representantes de todas las categorías de personas públicas y privadas interesadas en el cumplimiento de su objetivo. Comprenderá, principalmente, una representación de los intereses agrícolas, según su importancia, en la medida en que a estos les conciernan los objetivos estatutarios y las atribuciones de dicha entidad. Deberá estar integrado hasta un total de más de la mitad de sus miembros, por representantes del Estado, de las colectividades locales y de las entidades públicas administrativas interesadas.

Para hacer frente a estas cargas, la entidad podrá percibir unos cánones que pagarán las personas públicas o privadas teniendo en cuenta la medida en que éstas han hecho necesario o útil el aprovechamiento o lo consideran procedente.

Unos decretos, precedidos de una encuesta pública, cuyas modalidades serán fijadas a través de un decreto del Consejo de Estado, determinarán las bases generales de reparto y la base liquidable de estos cánones así como las condiciones de fijación de los tipos.

Si la entidad pública ejerciera su actividad en el territorio de los municipios que pertenezcan a un mismo departamento, las disposiciones enunciadas por los decretos previstos en el párrafo anterior quedarán fijadas por decisión del prefecto.

En cualquier caso, el prefecto fijará el tipo de los cánones.



Artículo 18

Cuando el interés general lo justifique, los departamentos, los municipios, así como las agrupaciones de estas colectividades y los sindicatos mixtos podrán, mediante decreto del Consejo de Estado, ser autorizados a precisar o dar el visto bueno a la confluencia de los canales privados que no reúnan las características del río receptor correspondientes al sistema de depuración o a las instalaciones de depuración que construyan o exploten. El decreto fijará las condiciones de esta confluencia.

Si las redes o las instalaciones de depuración de aguas negras fueran explotadas mediante contrato, las cláusulas de éste no podrán impedir la confluencia.

Los decretos contemplados en el primer párrafo podrán obligar a la entidad privada a que participe mediante el pago de cánones a los gastos adicionales de construcción y de explotación que resulten de la aportación de estas aguas usadas; el pago de los cánones se hará como en las contribuciones directas.

Si la entidad no pudiera realizar en el plazo prescrito, las obras que le correspondan con vistas a llevar a cabo la confluencia en las obras públicas, deberá, tras la correspondiente notificación, realizada de oficio y por cuenta del interesado, hacer las obras necesarias.

Artículo 19

El artículo 185 del Código de la administración municipal quedará como sigue: “20° Los gastos relativos al funcionamiento y al mantenimiento de las plantas de depuración de las aguas negras”.

Artículo 20

En el supuesto de una condena por infracción a las disposiciones del presente título o de los textos adoptados para su aplicación, el tribunal fijará el plazo en el que se deberán ejecutar las obras de aprovechamiento que sean necesarias por la reglamentación. Si las circunstancias lo exigieran, podrá, en el supuesto de que no hubiera que realizar obras u aprovechamientos, fijar un plazo al condenado para que cumpla las obligaciones que resulten de dicha reglamentación.

Artículo 21

En caso de que no se lleven a cabo las obras, aprovechamientos o no se cumplan las obligaciones en el plazo de tiempo prescrito, el infractor deberá pagar una multa comprendida entre 2.000 y 120.000 francos, sin perjuicio, llegado el caso, de la aplicación de las otras disposiciones legales o reglamentarias en vigor, principalmente de la ley del 19 de diciembre de 1917 modificada y del título II del libro III del código agrícola.

Además, el tribunal, podrá, tras oír al representante de la administración, poner, hasta la terminación de las obras u aprovechamiento o el cumplimiento de las obligaciones prescritas, una multa cuyo interés por día de retraso no podrá rebasar las cuatro milésimas partes del costo estimado de las obras u aprovechamientos que se deban llevar a cabo, o bien prohibir la utilización de las instalaciones contaminantes.

Será condenado a una pena de prisión de dos a seis meses y a pagar una multa comprendida entre 10.000 y 120.000 francos, o una de estas dos penas solamente, aquel que haya hecho funcionar una instalación violando una prohibición impuesta de acuerdo con lo estipulado en el párrafo anterior.

El tribunal podrá también autorizar al prefecto, y por requerimiento de éste, a que se realicen de oficio las obras o los aprovechamientos necesarios para que cese la infracción.

Artículo 22

Cuando los vertidos, desagües, salidas y sedimentos directos o indirectos de materias objeto de infracción procedan de una industria, de un comercio, de un taller o centro agrícola, los jefes o directores de estos establecimientos podrán ser declarados solidariamente responsables del pago de las multas y gastos judiciales que deban los autores de estas infracciones.

El costo de las obras ordenadas, de acuerdo con lo estipulado en el artículo 20 o en el párrafo cuarto del artículo 21, correrá por cuenta de la persona física o moral en la que el condenado es el encargado o representante.

Artículo 23

Será condenado a una pena de prisión de seis días a tres meses y a pagar una multa de 400 a 30.000 francos o una de las penas solamente, todo aquel que haya impedido la realización de los controles o la tarea de los agentes de acuerdo con lo estipulado en el artículo 9.



TITULO II
Régimen de distribución de las aguas

CAPITULO 1
DE LOS RIOS

Sección I - De los ríos no comunales

Artículo 24

(que modifica el artículo 104 del código agrícola)

Artículo 25

Se podrá prohibir o reglamentar mediante decreto prefectoral, la circulación de las embarcaciones de motor por un río no comunal o por un tramo de este río, previo dictamen del servicio encargado de la vigilancia del río por motivos de seguridad o salud pública, o bien a requerimiento del ribereño cuando esta circulación perturbe el disfrute de sus derechos.

Artículo 26

(Añade el artículo 97-1 del código agrícola)

Artículo 27

I - El título tercero del libre I del código agrícola quedará como sigue: "Sobre los ríos no comunales."

II - En las disposiciones del código agrícola y en el artículo I° de la ley modificada del 21 de junio de 1865, los términos: "ríos no navegables y no flotables", "río no navegable ni flotable" o "río no navegable ni flotable" serán reemplazados por: "ríos comunales".

Sección 2 - De los ríos y lagos comunales

Artículo 28

El código sobre las vías navegables y la navegación interior se denominará "Código del dominio público fluvial y de la navegación interior".

El libro I° de este código se denominará: "Sobre el dominio público fluvial"

Artículo 29

(Que modifica los artículos 1°, 2, 3 y 4 del código del dominio público fluvial)

Artículo 30

El título II del libro I° del código del dominio público fluvial y de la navegación interior quedará como sigue:

"Disposiciones especiales sobre los ríos y lagos comunales".

Artículo 31

(Que modifica los artículos 10, 15 (párrafos 1 y 2), 16, 19 y 20 del código del dominio público fluvial y de la navegación interior).

Artículo 32

En el artículo 5 del código del dominio público fluvial y de la navegación interior, los términos: "los ríos concedidos en aplicación del presente artículo" serán reemplazados por los términos: "los ríos y los lagos concedidos en aplicación del presente artículo".



En el artículo 7 del mencionado código, los términos: "ríos no navegables o flotable" serán reemplazados por los términos: "ríos comunales".

En los artículos 11 y 12 del mencionado código, los términos: "un río navegable o flotable", serán reemplazados por los términos: "un río comunal".

En el artículo 14 del mencionado código, los términos: "la depuración de los ríos navegables o flotables y de sus terrenos no dependientes que sean de dominio público" serán reemplazados por los términos: "la depuración de los ríos comunales y de sus dependencias que sean de dominio público".

En los artículos 27 y 28 del mencionado código, los términos: "ríos y canales navegables" serán reemplazados por los términos: "ríos y canales comunales".

La sección II del capítulo II del título III del mencionado código quedará como sigue: "Disposiciones particulares a las tomas de agua y ríos comunales."

En el artículo 35 del mencionado código, los términos: "sobre los ríos navegables o flotables serán reemplazados por los términos: "sobre los ríos comunales y los canales de navegación".

Artículo 33

Hasta la entrada en vigor de los textos de aplicación de los artículos 24 y 28 de la presente ley, así como el artículo 3 del código del dominio público fluvial y de la navegación interior, modificado por el artículo 29 mencionado anteriormente, continuarán aplicándose las disposiciones actuales.

Artículo 34

En los artículos 403 (1° y 2°), 405, 426, 433 y 444 del código agrícola, los términos "navegables o flotables" serán reemplazados, ya sea por "comunales" o bien por "de ámbito comunal.

Sección 3 - De los ríos mixtos

Artículo 35

Los ríos mixtos son aquellos en los que el derecho al uso del agua corresponde al Estado, salvo lo dispuesto en el artículo 38, que figura a continuación, y el lecho pertenece a los ribereños.

Artículo 36

En estos ríos, el derecho de uso del agua, que pertenece al Estado, se ejercerá de la misma manera que en los ríos comunales.

Los ribereños no tendrán que pagar ningún canon comunal del agua que estén autorizados a consumir de acuerdo con lo estipulado en el artículo 644 del código civil.

Las tomas realizadas en virtud de los derechos correspondientes y de aquellos ejercidos por los ribereños en la forma en que las realizaran anteriormente de acuerdo con lo estipulado en los artículos 644 y 645 del código civil, no quedarán sometidos al pago de canon alguno.

Los ribereños ejercerán el derecho de pesca de acuerdo con lo estipulado en los artículos 407 y siguientes del código agrícola.

Artículo 37

El lecho pertenecerá a los ribereños, que podrán ejercer en el mismo los derechos que les correspondan, de acuerdo con lo estipulado en los artículos 98, 99, 100, 101 y 102 del código agrícola.

Las disposiciones relativas a las depuraciones, ampliaciones y rectificaciones previstas en los artículos 25, 28, 114 a 122, 175 a 178 del código agrícola, serán aplicables a todos los usuarios o ribereños, teniendo en cuenta las ventajas que hayan podido obtener de la utilización de las aguas o del lecho del río.

Artículo 38

La clasificación de un río, de un tramo o de un lago como río mixto, se hará, tras una encuesta de utilidad pública, mediante decreto del Consejo de Estado, publicado de acuerdo con el informe del



ministro encargado de la seguridad o de la gestión de este río, oído el dictamen de los ministros interesados, quedando reservados todos los derechos de los ribereños y terceros.

Esta clasificación no conllevará la transferencia al Estado del derecho a utilizar el agua, salvo los derechos correspondientes y los derechos ejercidos sobre el agua con motivo de la clasificación mediante aplicación de los artículos 644 y 645 del código civil. Estos derechos serán verificados, de acuerdo con las condiciones fijadas por decreto del Consejo de Estado, por la administración salvo recurso ante el tribunal de primera instancia. Salvo lo estipulado en las disposiciones del título II, capítulo III, estos derechos sólo podrán suprimirse total o parcialmente mediante expropiación por razones de utilidad pública.

Las indemnizaciones que se deban con motivo de los perjuicios ocasionados por esta clasificación, quedarán fijadas como en materia de expropiación por razones de utilidad pública, compensando las ventajas que los interesados puedan obtener de dichas indemnizaciones.

Artículo 39

El cambio de categoría de un río mixto se producirá tras una encuesta de utilidad pública, a través de un decreto del Consejo de Estado, previo informe del ministro encargado de la seguridad o de la gestión del río y tras el dictamen de los ministros interesados.

CAPITULO II

DE LAS AGUAS SUBTERRANEAS Y LA SERVIDUMBRE DE PASO DE LAS AGUAS UTILES

Artículo 40

Cualquier instalación, gracias a la cual, se puedan tomar aguas subterráneas para fines no domésticos, se pondrá en conocimiento y quedará sometida a la vigilancia de la administración tal y como lo determine el decreto del Consejo de Estado. Este decreto fijará el caudal a partir del cual se aplicarán las presentes disposiciones. Se prohibirá cualquier vertido o desagüe de aguas negras o residuos de la naturaleza que sean en los pozos, forrajes o galerías de toma cambiadas de destino. Los pozos, forrajes o galerías de toma cambiadas de destino, serán objeto de una declaración y quedarán sometidas, sin perjuicio de los derechos de terceros, a la supervisión de la administración.

Un decreto del Consejo de Estado, fijará las condiciones de aplicación de las disposiciones contempladas anteriormente.

Artículo 41

I- Se añadirá al artículo 1º de la ley modificada del 21 de junio de 1865 un párrafo 1 tres en los términos siguientes:

"1 tres - Destinadas a la recarga de las capas de agua subterránea".

II - El artículo 12 de la ley modificada del 21 de junio de 1865 quedará modificado en los siguientes términos:

"Para las obras especificadas en los números 1, 1 bis, I tres, 2, 3, 4, 5, 8 a 11 del artículo 1º...."

(el resto quedará igual)

Artículo 42

Se añadirá al artículo 84 del código de minas, entre los términos: "y entidades públicas", y "el prefecto determinará lo siguiente", los términos siguientes:

".....el efecto de las medidas generales decididas por decreto en el interior de una zona especial de aprovechamiento de las aguas".

Artículo 43

El artículo 102 del código de minas quedará como sigue:

"... así como para proteger a los habitantes que viven en las proximidades de las zonas mineras, las tomas de agua declaradas de utilidad pública destinadas a la alimentación de las colectividades humanas y el efecto de las medidas generales decididas por decreto sobre el interior de las zonas especiales de aprovechamiento de las aguas".



Artículo 44

El párrafo 2° del artículo 107 del código de minas quedará como sigue:

“... para proteger las tomas de agua declaradas de utilidad pública destinadas a la alimentación de las colectividades humanas y el efecto de las medidas generales decididas por decreto sobre el interior de las zonas especiales de aprovechamiento de las aguas.”

Artículo 45

(Modifica los artículos 123 y 124 del código agrícola)

CAPITULO II

DE LAS ZONAS ESPECIALES DE APROVECHAMIENTO DE LAS AGUAS

Artículo 46

Unos decretos del Consejo de Estado, tras encuesta pública, determinarán las zonas especiales de aprovechamiento de las aguas, decidirán y declararán de utilidad pública los planes de distribución de los recursos hidráulicos de la zona según la naturaleza y la localización de las necesidades que haya que satisfacer y fijarán los ríos, fuentes, capas subterráneas, lagos o estanques comprendidos en la zona en la que serán aplicables las disposiciones de los artículos 47 a 50.

Un reglamento de la administración pública determinará las modalidades de la encuesta pública, anteriormente mencionada, y que deberá permitir la consulta de todas las personas físicas o morales en cuestión, en el conjunto del territorio en el que los proyectos que sean objeto de la encuesta puedan tener repercusiones.

Los decretos contemplados en el párrafo primero o los decretos que se apliquen de la misma forma, podrán establecer unos programas de desviación de las aguas y unos programas de trabajo que puedan garantizar la puesta en práctica del plan de distribución; podrán declarar la utilidad pública de todo o parte de los programas de desviación o de los trabajos contemplados.

La declaración de utilidad pública del plan de distribución y del programa de desviación tendrán las consecuencias previstas en la presente ley.

Artículo 47

Cualquier desvío, cualquier toma o de extracción de las aguas que figuren en los decretos contemplados en el artículo 46, y por regla general, cualquier obra susceptible de modificar el régimen o la forma de vertido quedará. sometida, a partir de la entrada en vigor de dichos decretos, a una autorización administrativa.

Se decidirá en todos los casos tras encuesta pública.

La autorización determinará las condiciones en las que quedarán subordinadas las obras y, llegado el caso, el uso que se dará a las aguas. Las autorizaciones de desviación, se podrán conceder por un período de tiempo determinado.

Las solicitudes de autorización se examinarán teniendo en cuenta los planes de distribución y los programas de desviación de las aguas contemplados en el artículo 46. Sólo podrán ser rechazadas en caso de que constituyan un obstáculo a su realización.

Serán consideradas como autorizaciones, de acuerdo con el espíritu del presente artículo, todas las autorizaciones anteriormente concedidas y, principalmente, los actos declarativos de utilidad pública contemplados en el artículo 113 del código agrícola, así como los actos que declaren la utilidad pública o relativos a concesiones o autorizaciones de aprovechamiento de fuerzas hidráulicas. Las tomas de agua correspondientes, quedarán bajo el ámbito de las otras disposiciones del presente capítulo.

Los decretos contemplados en el artículo 46 podrán dispensar de autorización a algunos tipos de obras cuya influencia sobre el régimen de las aguas sea irrelevante.

Artículo 48

En el interior de una zona especial de aprovechamiento de las aguas, cualquier propietario o explotador de instalaciones de desviación, toma, extracción y, por regla general, de obras



susceptible de modificar el régimen y la forma de vertido de las aguas de un lago, estanque, fuente o manantiales de aguas subterráneas, deberá declarar sus instalaciones.

Sin embargo, algunos tipos de obras cuya influencia sobre el régimen de aguas sea irrelevante, podrán quedar dispensados mediante el decreto creador de la zona o a través de un decreto posterior que tenga las mismas características de la declaración contemplada en el párrafo anterior.

En todos estos casos, y cualquiera que fuere la situación en la que se encontraran las instalaciones contempladas en el párrafo primero, el propietario o el explotador deberá permitir el acceso a las mismas de los agentes cualificados de la administración y suministrar a estos agentes todos los datos sobre los caudales tomados, las condiciones de estas tomas y la utilización del agua.

Artículo 49

El prefecto determinará, mediante decreto publicado tras una encuesta, las transformaciones y las limitaciones de limpiezas, desvíos y obras de cualquier naturaleza relativas a las aguas de los decretos contemplados en el art. 46 y cuya existencia o funcionamiento obstaculicen la aplicación de los planes de reparto y de los programas de desviación de las aguas declaradas de utilidad pública.

Si resultara de la encuesta, que estas transformaciones o limitaciones, conlleven una reducción de la actividad del usuario del agua y que la administración no propone el reemplazamiento previsto en el artículo 52, se decidirá mediante decreto.

Artículo 50

Las medidas de protección contempladas en el artículo 5, se podrán aplicar, desde el momento en que comience la encuesta pública decidida en virtud del artículo 46, en los municipios o aquellas partes de los municipios que se encuentren en el interior de la zona proyectada y designadas por un decreto prefectoral.

Además, en los mismos municipios o partes de los municipios, no se podrá llevar a cabo sin la autorización del prefecto, a partir de la misma fecha y hasta la entrada en vigor del decreto contemplado en el artículo 46 y sin que el plazo pueda ser superior a un año, ningún desvío, toma, extracción y, por regla general, cualquier obra susceptible de modificar el régimen o el vertido de las aguas que figuran en el decreto objeto de la encuesta. Las solicitudes de autorización se examinarán teniendo en cuenta los planes de distribución y los programas de desviación de las aguas objeto de la encuesta. Sólo podrán ser rechazadas si obstaculizaran su cumplimiento.

Sin embargo, algunos tipos de obras cuya influencia sobre el régimen de las aguas, sea irrelevante, podrán ser dispensados de la declaración o de la autorización mediante decreto prefectoral.

Artículo 51

Se podrán crear de acuerdo con las condiciones previstas en los artículos 16 y 17 de la presente ley, unas entidades públicas de carácter administrativo que tengan por objeto el cumplimiento de los objetivos fijados mediante decreto en el interior de una zona especial de aprovechamiento de las aguas.

Artículo 52

Cuando las medidas adoptadas en aplicación del presente capítulo o de los artículos 84, 101 o 107 del código de minas para garantizar la ejecución de las medidas generales adoptadas mediante decreto en el interior de una zona especial de aprovechamiento de las aguas, ocasionara daños, las indemnizaciones debidas con motivo de estos daños se fijarán, a falta de un acuerdo amistoso, según el procedimiento contemplado en el capítulo III del decreto n° 58-997 del 23 de octubre de 1958 sobre la reforma de las disposiciones relativas a la expropiación por motivos de utilidad pública.

Las indemnizaciones se pagarán en metálico.

Sin embargo, la administración podrá sustraerse en todo o en parte al pago de la indemnización proponiendo al usuario, cuyos derechos al uso de las aguas se hubieran modificado o suprimido, otra fuente de aprovechamiento de agua. La jurisdicción competente en materia de expropiación por motivos de utilidad pública, decidirá sobre las controversias relativas a la equivalencia de estas dos propuestas.

Artículo 53



Todo nuevo usuario de las aguas contempladas en los decretos previstos en el artículo 48, podrá ser conminado a pagar un canon teniendo en cuenta las ventajas conseguidas. Los mismos principios se aplicarán a cualquier antiguo usuario que se proponga aumentar el caudal del agua que extrae. Las modalidades de este canon quedarán fijadas de acuerdo con lo estipulado en el artículo 17.

Artículo 54

En el supuesto de una condena al pago de una multa por incumplimiento de lo dispuesto en los artículos 40 y 45 a 57 o de los textos adoptados para su aplicación, el tribunal fijará el plazo en el que se deberán adoptar las disposiciones para que cese la infracción y evitar la reincidencia.

Artículo 55

En el supuesto de que la infracción no hubiera cesado en el plazo previsto, el infractor deberá pagar una multa comprendida entre 2.000 y 120.000 francos. Además, el tribunal podrá, tras oír al representante de la administración, prohibir la utilización de las instalaciones no autorizadas o no declaradas.

Será condenado a una pena de prisión de dos a seis meses y a pagar una multa de 10.000 a 120.000 francos o una de las dos penas solamente, todo aquel que haya utilizado una instalación haciendo caso omiso a una prohibición pronunciada en aplicación del párrafo anterior.

El tribunal podrá, igualmente, en los casos contemplados en el presente artículo, autorizar al prefecto, a requerimiento del mismo, a cumplir de oficio y por cuenta del condenado, las obras de aprovechamiento necesarias para que cese la infracción.

Artículo 56

Será condenado a una pena de prisión de diez días a tres meses y a pagar una multa de 400 a 30.000 francos o a una sola de las penas, todo aquel que obstaculizara el cumplimiento de los controles o el ejercicio de las funciones de los agentes contemplados en el artículo 57 anteriormente mencionado.

Artículo 57

El control contemplado en los artículos 40 y 48 mencionados anteriormente y la verificación de las infracciones a las disposiciones contempladas en el artículo 40 y los artículos 46 a 57 así como en los textos adoptados para su aplicación, se realizarán, independientemente de los oficiales y agentes de la policía judicial, por los funcionarios y agentes autorizados y nombrados a este efecto del departamento de caminos y puentes, del departamento de ingeniería agrícola y del departamento de minas.

Las actas levantadas por estos agentes darán fe salvo prueba en contrario.



TITULO III

Disposiciones diversas

Artículo 58

Un decreto del Consejo de Estado fijará las condiciones en las que se podrán imponer las medidas que haya que adoptar para la construcción y el mantenimiento de las redes e instalaciones públicas y privadas con objeto de evitar el desperdicio del agua.

Artículo 59

Las obras de investigación y de explotación de las minas, mineras y canteras que queden bajo el ámbito del código de minas, las obras de investigación y explotación de las existencias subterráneas de gas que queden bajo el ámbito del decreto n° 581132 del 25 de noviembre de 1958, las obras de investigación y explotación de las existencias subterráneas de hidrocarburos líquidos o licuados que queden bajo el ámbito del decreto n° 58-1332 del 23 de diciembre de 1958, quedarán dispensadas de las declaraciones, autorizaciones, medidas de transformación y limitación contempladas en los artículos 40, 47, 48 y 49 mencionados anteriormente, pero quedarán bajo el ámbito de las disposiciones de la presente ley que no sean contraria a los textos que las regulan.

Artículo 60

No obstante lo estipulado en el artículo 134 del código minero, las muestras, documentos y datos relativos a la investigación, la producción o el régimen de las aguas subterráneas serán de dominio público.

Artículo 61

Las disposiciones de la presente ley, no se aplicarán a las aguas minerales tal y como quedan definidas en el decreto del 12 de enero de 1922.

La presente ley tendrá rango de ley estatal.

Dado en París el 16 de diciembre de 1964

